



T2137-539-8,00 F

ISSN 0026-9433

le monde heβδο Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°539 JEUDI 6 SEPTEMBRE 1984 8,00 F



**POUR UNE RENTRÉE
DE LUTTES !**

C.G.T.

Quoi de neuf Krasu,
depuis l'arrivée de Fabius
et le départ du P.C.F.

PAGE 4

RENTRÉE SCOLAIRE...

Les enjeux de la rentrée
syndicale à l'Education
nationale.

PAGE 6

ET POLITIQUE

Mitterrand à la recherche
d'une nouvelle majorité
électorale ?

PAGE 12

F°P. 2520

éditions



• Un poster a été édité par le groupe de Toulouse (dimension : 45 x 64). Il est vendu 10 F l'exemplaire.

• Les militants du groupe Marie-Louise Berneri ont publié cette affiche lors de la venue de Pierre-Martial Cardona lors d'une réunion publique sur les Ordonnances de 59. Cette affiche (50 x 55) est vendue 5 F l'unité et 0.70 F au-dessus de 10 exemplaires ; les commander à : Fédération anarchiste, Maison des associations, salle 33, 3^e étage, 4, rue d'Arcole, 72000 Le Mans.

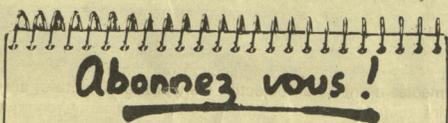
• *Infos et analyses libertaires* n°13 vient de paraître. Ce journal est édité par les groupes de Perpignan et de Béziers. Au sommaire : Tourisme, Lieux de vie, Lutte antifasciste, Interview de M. Auvray, Mineurs contre paysans, Epizootie, etc. Abonnement pour 5 numéros : 50 F (à l'ordre de C. Fleuriot) + 15 F (port), à adresser à C.E.S., B.P. 4030, 34325 Beziers cedex.

• *Volonté anarchiste* n°25 est parue : Du « *Libertaire* » au « *Monde libertaire* » : histoire du journal de l'organisation des anarchistes, de Maurice Joyeux. A travers son journal, c'est toute l'organisation anarchiste qu'on voit naître, se développer, avec ses grandes périodes de croissance, mais aussi avec ses maladies. Cette organisation, ce journal, Maurice Joyeux les connaît bien, lui qui, depuis bientôt près d'un demi-siècle, est de tous les combats. Il les connaît et il les fait revivre en ces quelques pages, avec toutes leurs qualités et leurs défauts.

Volonté anarchiste : le numéro : 20 F. Abonnement pour 8 numéros : 150 F, de soutien : 200 F. Règlement à adresser à : A.S.H., 34, rue de Fresnes, 92160 Antony.

• AUTOCOLLANTS DISPONIBLES

Coût à l'unité : 2 F ; 20 F les 50 exemplaires :
Français-Immigrés, une seule classe ouvrière
Halte aux crimes racistes gr. Libertad
 Coût à l'unité, 1 F :
R.-L., la voix sans maître sur 89,5 MHz
 Coût à l'unité, 6 F :
Radio-Libertaire sur 89,5 MHz



LE MONDE LIBERTAIRE
 Rédaction-Administration
 145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pls fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
 à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque Languere Mandat-lettre Règlement (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

Permanence du Secrétariat aux relations intérieures :

le samedi de 14 h 30 à 18 h,
 145, rue Amelot, 75011 Paris (m° République)
 tél. : 805.34.08

Permanence du Secrétariat administration, secteur imprimerie :

le samedi de 15 h à 17 h,
 à la librairie du Monde libertaire.

communiqués

• POITIERS

La liaison de Poitiers vient d'acquiescer une boîte postale, les libraires de la Vienne peuvent désormais nous contacter en écrivant au C.E.R.I.L., B.P. 166, 86004 Poitiers cedex.

• MARSEILLE

Le groupe de Marseille informe les lecteurs du *Monde libertaire* qu'il tient désormais une bibliothèque, encore modeste, d'une centaine de titres, à leur disposition. Ceci contre une adhésion annuelle fixée à 50 F. Cotisation exclusivement réservée au développement de cette bibliothèque et qui permettra à chaque adhérent de disposer d'un titre par mois. Vous pouvez adhérer par correspondance ou venir nous voir cet été à notre permanence du samedi, de 14 h à 17 h, au 3, rue Fontaine-de-Caylus, 13002 Marseille (C.C.P. n° 602 46 2, Marseille, sans autre mention).

• PARIS

Le groupe James-Guillaume de la Fédération anarchiste annonce sa création sur le 16^e arrondissement, et appelle tous les sympathisants de ce secteur à se manifester auprès des Relations Intérieures. Ce groupe travaillera en collaboration avec la liaison professionnelle O.R.T.F.

• LYON

Le groupe de Lyon tient ses permanences tous les 1^{er} et 3^e mercredis de chaque mois, de 20 h à 21 h, au 13, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.

• MOULINS

Le groupe libertaire de Moulins, auquel se sont joints des sympathisants isolés du département, continue ses activités. Pour l'automne, une vente de livre est prévue, ainsi que la venue de Skirda pour une conférence, et la projection des films sur Eugène Bizeau et May Picqueray. Lecteurs du M.L. de l'Allier contactez-nous, écrivez aux relations Intérieures.

• LE MANS

Le groupe Marie-Louise Berneri vient de se constituer sur Le Mans. Nous invitons tous les libertaires et sympathisants à prendre contact avec nous afin de développer une présence anarchiste sur Le Mans et sa région. Les militants du groupe Marie-Louise-Berteri se sont d'ores et déjà donnés des moyens d'intervention en diffusant une feuille : *Par delà la mêlée*, et en animant sur Radio-Alpa (100,1 MHz) l'émission « Anarchronique », chaque samedi de 16 h à 17 h.

D'autres projets sont possibles ! Si vous souhaitez vous joindre à notre lutte, n'hésitez pas à nous rencontrer soit par l'intermédiaire des relations Intérieures, soit à nos permanences, assurées tous les mercredis, de 18 h à 20 h, à la Maison des associations, rue d'Arcole (y compris pendant les mois de juillet et août).

• AFFICHES DISPONIBLES

Coût à l'unité, au-dessus de 10 exemplaires : 0,70 F ; 5 F à l'unité :

Autogestion gr. Fresnes-Antony
Autogestion gr. Malatesta
La guerre, il faut s'y opposer gr. Varlin
Radio-Libertaire, une radio sans publicité
Non aux ventes d'armes gr. de Toulouse
Le « Monde libertaire », un outil
Voter, c'est abdiquer
Toute élection est une démission gr. de Toulouse
 • Coût à l'unité, au-dessus de 10 exemplaires : 1 F ; 5 F à l'unité :

Le militarisme et l'impérialisme gr. de Paris 15^e
Déclaration universelle des droits de l'homme
 • Coût à l'unité, en dessous de 500 exemplaires : 1 F ; au-dessus, 0,90 F :

Vaincre la crise gr. Jacob
 • Coût à l'unité, au-dessus de 10 exemplaires, 0,70 F :
Autogestion gr. Jacob
 • Coût à l'unité, 0,95 F :

Rendez-vous avec l'anarchisme gr. Jacob

liste des groupes f.a.

• LIAISONS PROFESSIONNELLES :

Liaison des postiers, Cercle inter-banque, Liaison O.R.T.F.

• LIAISONS :

Nord : Noyon, Valenciennes — Picardie : Noyon — Est : Nancy, Charleville-Mézières, Vosges, Bas-Rhin, Haut-Doubs — Ile-de-France : Mantes-la-Jolie, Corbeil-Essonnes — Ouest : Lamballe, Routot, Laval, Poitiers, Saintes, Châtelleraut, Angoulême — Centre : Blois, Vierzon, Le Puy, Saumur, Chartres, Clermont-Ferrand, Nord-Haute-Loire — Sud, Sud-Ouest : Le Caylar-Lodève, Hyères, Montpellier, Périgueux, Antibes, Tournon, Sainte-Affrique, Sète, Cannes-la-Bocca, Lot, La-Seyne-sur-Mer — Rhône-Alpes : Chambéry, Bourgoin-Jallieu — Corse : Ajaccio.

• PROVINCE :

Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Alpes-Maritimes : Nice — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille, Bouc-Bel-Air — Calvados : Caen — Charentes-Maritimes : Marennes, Rochefort — Côtes-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure : Evreux — Finistère : Brest, Quimper — Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse — Haute-Saône : Gray — Gironde : Bordeaux — Hérault : Béziers — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Jura : Dôle — Loire : Saint-Etienne — Loire-Atlantique : Nantes — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers — Manche : Cherbourg — Marne : Reims — Morbihan : Lorient — Moselle : Metz — Nord : Lille — Oise : Beauvais — Orne : Fiers, La-Ferté-Macé — Rhône : Lyon — Sarthe : Le Mans — Seine-Maritime : Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Var : Groupe Région toulonnaise — Haute-Vienne : Limoges — Yonne : Auxerre.

• RÉGION PARISIENNE :

Paris : treize groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1^e, 3^e, 4^e, 5^e, 9^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e — Banlieue sud : Fresnes-Antony, Vallée de Chevreuse-Rambouillet, Villejuif, Melun — Banlieue est : Gagny, Neuilly-sur-Marne, Chelles, Montreuil, Rosny, Bobigny, Drancy — Banlieue ouest : Versailles, Conflans-Sainte-Honorine — Banlieue nord : Villeneuve-la-Garenne, Saint-Ouen, Argenteuil, Colombes, Sevran, Bondy, Epinay-sur-Seine.

éditions



• La liaison O.R.T.F. de la Fédération anarchiste a publié le n°16 de son bulletin de liaison : *Antenne*. Il est disponible à la librairie du Monde libertaire.

• Le groupe James-Guillaume a réédité une brochure d'Aristide Lapeyre : *Le problème espagnol*. Elle est vendue 10 F l'unité (port non compris).



sommaire

PAGE 2 : Activités des groupes — PAGE 3 : Editorial, En bref, Télévision, Amis lecteurs, Nécro, Soutien à Roger Le Guen — PAGE 4 : Citroën, Rentrée syndicale, Jeunes chômeurs — PAGE 5 : Vacances banales, Cachez ce faf, Justice complice — PAGE 6 : Catholicisme social, Rentrée scolaire — PAGE 7 : Malville, Naufrage radioactif, Mine de Tréville — PAGE 8 : Le vrai du faux, Nouvelle-Calédonie, Maroc, Grande Bretagne, U.R.S.S. — PAGE 9 : Informations internationales — PAGE 10 : Le genre humain — PAGE 11 : Radio-Libertaire, Notes de lecture, Cinéma — PAGE 12 : Les habits neufs du président, Jeux interdits, Fic connection.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
 Directeur de publication : Maurice Joyeux
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie : Roto de Paris, 24, rue des Rigoles, Paris 20^e
 Dépot légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 — Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

en bref...en bref.

•Dominique Lestrat a cessé sa grève de la faim au bout de 44 jours. Il a obtenu que son salaire lui soit versé jusqu'à sa réintégration à Prémontré. La F.A. remercie la quarantaine d'organisations politiques et syndicales, ainsi que tous ceux qui ont manifesté leur soutien à Dominique.

•Le verdict du procès, le 22 juin 84, de Christian Drouet, autoréducteur E.D.F., a été rendu publique le 16 août. Celui-ci confirme le délit de vol, mais la peine d'un mois de prison ferme a été ramenée à une amende de 3 000 F. Christian Drouet fait néanmoins un pourvoi en cassation. Pour info : Autoréducteurs associés, c/o EGREGORE, B.P. 1213, 51058 Reims cedex.

•Un comité de soutien vient de se créer en faveur des automutilés de Fleury. Une lettre de soutien a été éditée, il faut la renvoyer au Garde des Sceaux. Pour toutes informations : Comité de soutien aux Automutilés de Fleury-Mérogis, c/o revue Camouflage, B.P. 34, 78800 Houilles.

•Les lycéens du Morbihan intéressés par des actions ponctuelle contre le protocole d'accord Henu-Savary peuvent d'ores et déjà prendre contact avec la Fédération libertaire des élèves du Morbihan, 14, rue Marcel-Sembat, 56100 Lorient.

ÉMISSION A NE PAS RATER

DIMANCHE 16 septembre, à 20 h 30, F.R.3 donne la parole à Maurice Joyeux pendant une heure.

Le film retracera la lutte menée par Maurice depuis de nombreuses années pour une société anarchiste. Maurice Joyeux évoquera également la fin de la Commune, le supplice d'Eugène Varlin, la manifestation contre la condamnation à mort de Sacco et Vanzetti, la mutinerie de Montluc, Mai 68, etc. Une page d'histoire chaleureuse, comme on n'a pas souvent l'occasion d'en voir sur le petit écran.

A cette occasion, le prochain *Monde libertaire* consacrera une double page à Maurice Joyeux et à la Fédération anarchiste depuis sa création jusqu'à nos jours.

NÉCRO

DURANT cet été, nous avons appris le décès de notre compagnon Jean Duprat. Militant syndicaliste, il avait entre autre eut une action importante en 1968 lors des conflits dans les P.T.T. en banlieue sud.

Ces dernières années, il participait aux activités du groupe Fresnes-Antony.

Nous adressons à sa compagne et à toute sa famille nos pensées les plus amicales.

Gr. Fresnes-Antony

Editorial

LES résultats électoraux du 17 juin d'abord et la manifestation pour l'école privée le 24 à Paris ensuite, ont sans doute été deux moments décisifs dans l'émergence d'une conscience majoritaire de droite dans le pays, venant parachever un travail très important de sapes idéologique inauguré de longue date par les partis de l'opposition. Pour la première fois depuis mai 81, le pouvoir semblait être « à portée de main » et le R.P.R., Chirac en tête, n'a pas hésité à réclamer la dissolution de l'Assemblée et des élections anticipées.

Depuis, les partis de l'opposition, passé le moment d'euphorie, semblent être bien partagés sur l'attitude à suivre face à la contre-attaque mitterrandiste faite de concessions de principe — comme sur le projet Savary — et d'appels au « rassemblement ». Certes, le recentrage socialiste est encore loin de semer la zizanie chez ses adversaires, mais plus d'un signe laisse entrevoir que chez certains membres de l'opposition les appels de Mitterrand ont été entendus et qu'ils n'y sont pas tout à fait insensibles. Cela dit, les conséquences d'une telle évolution, à peine perceptible pour l'instant, restent imprévisibles. En revanche, le fait marquant qui s'affirme à droite est bien semble-t-il l'acceptation par les partis d'opposition de considérer l'existence d'une importante fraction de l'électorat acquise au Front national, comme une donnée stable de l'échiquier politique et avec laquelle il faut désormais compter pour battre les socialistes.

Les déclarations allant dans ce sens, d'ailleurs, depuis le 17 juin n'ont pas manqué ; et, au P.R. notamment, on s'est déjà déclaré favorable à plusieurs reprises à passer des accords électoraux avec le F.N. si cela était nécessaire. A cet égard

voir tout dernièrement les déclarations de Poniatoski. Quant au R.P.R., si le mot d'ordre officiel reste « pas de compromis, ni d'alliance électorale avec le Front national », la réalité comme tout le monde le sait est toute autre ; l'élection du président R.P.R. à l'assemblée régionale de Corse avec les voix du parti de Le Pen est là pour prouver incontestablement. Bien plus, cette alliance aura scellé un véritable pacte d'alliance entre la droite traditionnelle et l'extrême droite. La chose est grave et suffisamment nouvelle pour que l'on s'en inquiète.

A nouveau placés devant une situation similaire à celle de Dreux l'année dernière, leur choix a, une nouvelle fois, été sans ambage. Cette fois-ci, cependant, ce choix revêt, nous semble-t-il, une importance bien plus grande. Nous assistons en effet, à l'heure actuelle, à un phénomène nouveau dans la vie politique française récente, et qui va au-delà d'un simple accord électoral local. Nous pensons que nous sommes en présence aujourd'hui d'une sorte de recombinaison des alliances et des rapports politiques traditionnels au sein de la droite qui vont dans le sens d'une reconnaissance du Front national comme une composante à part entière de l'opposition. Mais surtout, en acceptant de jouer le jeu avec le F.N. et de le reconnaître comme un partenaire respectable, on vient de faire un pas de plus vers une légitimation dangereuse des thèmes racistes et xénophobes de Le Pen, ainsi qu'à leur banalisation.

Un processus de « fascisation » de la société française est en marche, et c'est dès aujourd'hui que nous devons lutter de toutes nos forces contre ce qui, hélas, n'est déjà plus une simple appréhension !

SOUTIEN A R. LE GUEN OBJECTEUR INSOUMIS

MILITANT à la Fédération anarchiste depuis plusieurs années (Gr. de Versailles, Gr. de Nice), militant individuel à la Ligue des droits de l'homme, militant à la Libre Pensée des Alpes-Maritimes, Roger Le Guen est actuellement objecteur de conscience (statut qui lui a été donné en janvier 1984) et a décidé de s'insoumettre (1) à cette loi arrachée il y a maintenant 20 ans par notre compagnon Louis Lecoin.

En effet, il est urgent de refuser d'accomplir ce service de remplacement et de montrer à l'Etat qu'une lutte sincèrement antimilitariste se mène jusqu'à l'insoumission.

Roger Le Guen rejette donc logiquement ces deux années de service civil ainsi que la banalisation de la lutte contre l'armée.

Nous tenons aujourd'hui à remercier les organisations et associations qui ont déjà répondu à l'appel de solidarité avec notre compagnon : la Fédération des libres-penseurs des Alpes-Maritimes, l'Union pacifiste de

France, la fraction pacifiste de S.A.T.-Amikaro, le Collectif antimilitariste insoumission-objecteur, les éditions Avis de recherche, le Mouvement des objecteurs de conscience, le Mouvement international de résistance de Nice, l'Association pour une culture libertaire d'Yzeure.

Nous remercions également les signataires de la pétition actuellement en cours et qui se chiffrent par centaines.

Aujourd'hui, la mobilisation continue, outre votre soutien en signant le texte déposé à la librairie du Monde libertaire (145, rue Amelot, 75011 Paris), vous pouvez envoyer des lettres de solidarité dans la lutte juste et honnête que mène maintenant Roger Le Guen. Vous pouvez faire intervenir des associations, groupes politiques, radios libres, syndicats, pour qu'ils se déclarent aux côtés de cette lutte antimilitariste.

Gr. de Nice

(1) Il va passer en procès en novembre ou décembre 1984.

COMMUNIQUÉ

LA Fédération anarchiste proteste énergiquement contre le jugement rendu par la cour d'appel de Pau favorable à l'extradition de quatre militants basques réfugiés en France. Malgré les désaccords exis-

tants entre ces militants et la F.A., nous nous inquiétons néanmoins du devenir de la possibilité qu'avaient des militants politiques de se réfugier sur le territoire français.

Fédération anarchiste

AMIS LECTEURS

APRÈS deux mois d'absence, vous retrouverez, avec ce numéro du *Monde libertaire*, votre hebdomadaire. Pour beaucoup d'entre nous, la période estivale est synonyme de vacances, de relâchement, le moyen aussi de recharger les accus pour pouvoir affronter les difficultés que nous réserve inévitablement toute « rentrée sociale ». Pour la Fédération anarchiste, cependant, il n'y a pas eu de « pause ». Le mois de juillet a vu se développer efficacement le soutien à notre compagnon Dominique Lestrat, en grève de la faim contre l'arbitraire patronal ; les actions menées et la campagne d'affichage contre l'indifférence gouvernementale ont porté leurs fruits, mais il a fallu pour cela toucher au « nerf de la guerre », c'est-à-dire puiser non seulement dans nos réserves militantes, mais aussi dans notre trésorerie. Le mois d'août, lui, a connu — comme par hasard ! — les tracasseries de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle envers Radio-Libertaire ; certes, cet été, pas de saisie comme l'année dernière, mais là encore il a été nécessaire de rester sur la brèche, tout en poursuivant les travaux d'agrandissement du studio de la radio.

Un autre problème s'est posé à nous : le bail du local où était jusqu'alors composé le *Monde libertaire* étant arrivé à expiration, il nous fallait impérativement profiter de la période de non-parution du journal pour trouver un autre lieu, l'aménager et installer le matériel. Après de multiples démarches, nous avons trouvé ce nouveau local, plus grand certes, mais aussi plus cher. La reprise de bail, le dépôt de garantie, le coût du déménagement et des travaux ont lourdement ponctionné nos caisses. Nous avons cependant fait un pari : celui de doter la Fédération anarchiste de l'imprimerie dont elle a besoin. Dans une société où l'audio-visuel et les nouveaux médias n'ont qu'un objectif : standardiser la culture, uniformiser l'information, abêtir le public, une organisation comme la nôtre se doit d'avoir les moyens de sa propagande, de sa contre-information par l'écrit sous toutes ses formes : journaux, revues, brochures, livres, affiches...

Amis lecteurs, nous n'avons jamais fait appel à vous en vain : depuis des années, ensemble, nous avons donné à la Fédération anarchiste une librairie digne de ce nom, un hebdomadaire indispensable à la divulgation de nos idées, une station de radio reconstruite par tous pour sa qualité et son audience. Aujourd'hui, nous vous demandons de nous aider une fois encore, pour que la F.A. ait un nouvel outil, une imprimerie qui lui permette de poursuivre son développement et sa lutte pour une société sans classes.

Adressez vos dons à la librairie du Monde libertaire, en indiquant au verso de vos chèques « Souscription imprimerie ». Merci.

Les administrateurs

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

CITROËN DES LICENCIEMENTS DÉCALÉS

Le verdict est tombé pour les travailleurs de Citroën : 1 909 licenciements autorisés par le gouvernement le 23 août 1984. Rappelons que la direction de Citroën avait présenté au comité central d'entreprise du 9 mars 1984 un plan de 6 000 suppressions d'emplois, dont 3 144 départs en pré-retraite et 2 937 licenciements.

Dès le 11 mai, à l'initiative de la C.G.T., soucieuse de réparer ses récentes « erreurs » lors du conflit Talbot, l'usine d'Aulnay est occupée, puis

celle de Levallois, Nanterre et enfin Asnières et Saint-Ouen. Le 18 mai, M. Bérégozov accepte 4 000 suppressions d'emplois sur les 6 000 demandés, notamment les départs en pré-retraite et les demandes de retour au pays ; et accorde à la direction de Citroën et aux organisations syndicales un délai de 3 mois pour négocier sur la formation et la réduction du temps de travail.

C'est ainsi que le 18 août 1984 — soit après trois mois, jour pour jour — M. Calvet, P.D.G. de Citroën — qui n'a

retenu que la première partie des propositions du gouvernement et qui reste réfractaire à une quelconque réduction du temps de travail — reçoit les organisations syndicales pour leur présenter, quelques jours avant le comité central d'entreprise prévu le 22 août 1984, son nouveau plan social. Les ouvriers « licenciés » bénéficieraient pendant 10 mois d'une formation adaptée à leurs capacités et susceptible de favoriser leur reclassement à l'issue de cette période. Pendant ces 10 mois, une indemnité mensuelle de 70% du salaire brut serait versée, avec maintien des avantages prévus par la convention collective et les accords d'entreprise. De plus, et c'est là que consiste l'innovation de ce plan, le contrat de travail n'est que suspendu pendant cette période, les licenciements ne devenant vraiment effectifs qu'après les dix mois de « formation ».

Malgré le refus de la C.G.T. de se prononcer sur un tel plan avant d'avoir consulté les travailleurs, celui-ci sera approuvé par la majorité des élus au C.C.E., le 22 août 1984. Il n'y a d'ailleurs rien d'étonnant à cela lorsque l'on sait que le C.C.E. se compose, sur 20 élus, de 17 C.S.L. (syndicat maison), 2 C.G.T. et 1

C.G.C. Lors de ce comité central d'entreprise, la direction a également annoncé son intention de mettre les usines de la région parisienne, dès la rentrée prévue le 28 août 84, en chômage technique, repoussant ainsi celle-ci au 1^{er} septembre : solution qui permet d'une part de gagner du temps, d'autre part et surtout de prévenir toute tentative d'occupation des usines, dans la mesure où la reprise effective ne s'effectuera pas le même jour pour toutes les usines : en attendant, les usines ne tourneront qu'avec une seule équipe.

Les 1 909 licenciements autorisés — auxquels viendront s'ajouter 41 cas bénéficiant d'une « protection » de

par leur mandat électif ou syndical — portent aujourd'hui le nombre des suppressions d'emplois, chez Citroën, à 5 700, si l'on tient compte des départs en préretraites (environ 3 375 depuis mai 83) et des départs au titre de l'aide au retour (environ 400).

Il reste maintenant à savoir quelle sera l'attitude de la C.G.T. et celle des travailleurs lors de la reprise effective du travail début septembre. Il est vrai également que la direction de Citroën a bien pris soin de préciser dans ses lettres de licenciement que les intéressés ne devraient pas se présenter à leur poste de travail...

Liliane



Akka Ghazzi : « Nous refusons de rentrer par des cages comme des bêtes ».



Rassemblement à Citroën Aulnay lors de la reprise du travail.

RENTRÉE SYNDICALE QUOI DE NEUF, HENRI ?

La rigueur est devenue austérité (...), la pauvreté augmente (...), 1984 s'annonce plus mal que 1983, qui a été mauvaise », a dit Krasucki à sa conférence de presse de rentrée, le 22 du mois dernier. Il parlait de la situation de l'emploi et du pouvoir d'achat qui « sont les préoccupations principales des travailleurs ». On s'attendait à des attaques contre Laurent Fabius, mais non pas de levée de bouclier ni de sonnerie de tocsin, Henri Krasucki, secrétaire général de la C.G.T. a mêlé prudence et réalisme dans ses attaques contre le gouvernement. Celui-ci d'ailleurs n'est pas qualifié « de gauche » et la cuvée post-Mauroy sera jugée sur pièce au coup par coup. Discours analogue à celui que nous avons entendu dès mai 81 : « la C.G.T. pense que cela va mieux avec un gouvernement de gauche qu'avec un gouvernement de droite, mais quand ça ne va pas, elle le dit franchement. »

Mais le départ des communistes du gouvernement ne devrait-il pas renforcer l'intervention des travailleurs, dans la logique de Krasucki, celle de l'organisation de classe et de masse qu'est la C.G.T. ? La modération actuelle du premier syndicat de France, son refus à se jeter à « corps perdu » dans l'opposition tous azimuts est-elle politique ou traduit-elle simplement le manque de moyens ? Henri Krasucki aime à dire qu'il ne faut jamais « brandir un sabre de bois », c'est-à-dire qu'actuellement on ne pourrait déclarer la guerre syndicale, faute de troupe... « Cultiver son jardin syndical » était un des thèmes exposés au début de l'année par Krasucki dans la *Vie ouvrière*. On pourrait plus simplement dire que le syndicalisme pourrait être une force immense s'il ne s'occupait que de défendre les intérêts des travailleurs quel que soit le gouvernement. Ce ne serait ni plus ni moins que la C.G.T. telle qu'elle se définit « dans les textes » !

J.-P. Germain



JEUNES CHÔMEURS DU VOLONTARIAT A LA CONTRAINTE DOUCE

Plus de cent soixante-quinze mille jeunes de moins de 25 ans étaient demandeurs d'emplois et inscrits à l'A.N.P.E. à la fin juillet 84. Pour l'année 1982-1983, l'objectif fixé était que 850 000 jeunes de moins de 25 ans obtiennent un stage. Seulement cinq cent mille s'étaient inscrits. Pierre Mauroy, en début d'été, peu avant qu'il se fasse limoger, avait annoncé une campagne d'insertion et une formation pour ces 725 000 jeunes de moins de 25 ans, l'actuel ministre du travail refait une estimation et annonce que 700 000 jeunes chômeurs vont être concernés par le plan Delebarre. Tout ceci n'est fait que par l'échéance des élections législatives de mars 1986. Une fois de plus, le sort des jeunes chômeurs n'intéresse le gouvernement que par un potentiel de bulletins de votes. L'I.F.O.P. avait publié un sondage, en janvier 83, sur « la mise en place d'une politique pour assurer l'avenir des jeunes ». Pour 40% des personnes interrogées, ce serait une raison de voter pour la gauche.

Les emplois d'utilités sociales

Le ministre du Travail a de nouveau essayé d'ouvrir de nouveaux horizons appelé communément dans le jargon du ministè-

re : « les marchés ignorés ». Ces marchés ignorés auraient des tâches d'utilité sociale mais mis au service, plus particulièrement, du ministère de l'Environnement et également élargis à des services sociaux municipaux.

Ces emplois d'utilités sociales seraient couplés avec des « entreprises intermédiaires ». Celles-ci emploieraient en partie des jeunes sans aucune connaissance technique, c'est-à-dire qu'ils seraient formés sur le tas, sous la responsabilité d'animateurs. Pour ces animateurs, aucune limite d'âge ne serait fixée afin que puissent être recrutés des chômeurs déjà qualifiés. Ces jeunes chômeurs, employés dans ces entreprises intermédiaires, seraient payés sur le chiffre d'affaire réalisé.

L'U.N.E.D.I.C., en revanche, verserait les 1 200 F alloués aux jeunes sans emploi aux entreprises intermédiaires. Dès lors, seront mises en place des mesures répressives contre les jeunes refusant trois emplois d'utilités sociales : ils se verront stopper leurs allocations d'un montant de 40 F par jour ; c'est ce que l'on appelle, dans les couloirs de Grenelle, la « contrainte douce ».

L'année post-scolaire

Pour ces jeunes arrivant sur le marché de l'emploi, trois pro-

abilités s'offrent : trouver un travail tout de suite, rejoindre les rangs des demandeurs d'emploi, s'engager dans l'armée.

Voilà une perspective intéressante pour les ministres du Travail et de la Défense ; marchant sur le système du volontariat, ces jeunes sortant des écoles et lycées, trouveront une année supplémentaire à l'armée, qui leur fournira une formation professionnelle ainsi qu'une formation militaire. Pour intéresser ces jeunes volontaires, le ministère du Travail pense à une allocation forfaitaire qui serait de 1 200 F par mois, ainsi il pense que 100 000 jeunes seraient intéressés.

Le remodelage de la formation alternée

Le remodelage de la formation alternée c'est l'extension aux entreprises d'embaucher des jeunes chômeurs et de les payer moins que le S.M.I.C. Pour les entreprises embauchant des jeunes chômeurs, elles se verraient dispenser des 0,1% et 0,2% de taxe d'apprentissage et de taxe de formation des jeunes. De plus, n'oublions pas l'apport de « jeunes volontaires », payés 50% à 75% du S.M.I.C., donnant une main-d'œuvre bon marché aux patrons.

Pierre Boniface

VACANCES BANALES

S' IL y en a qui se souviendront longtemps de leurs belles vacances à Belle-Ile, terre de contrastes et de connerie épaisse, ce sont bien les mômes de Sartrouville (Val-d'Oise). Cet été, ils avaient enfin la chance de partir quelques jours en colonie de vacances hors de leur chère citée de transit — au départ, transit, ça voulait dire provisoire !... Les voilà donc partis à Belle-Ile pour profiter un peu de la mer, comme des milliers de vacanciers ordinaires. Sauf qu'eux, les mômes de Sartrouville, sont un peu moins riches et un peu plus bronzés, ce qui n'a parfois rien à voir. Des petits Beurs, comme aime le dire, en se claquant les cuisines ce gros con de Le Pen. Et, à Belle-Ile, à la place de vacances peinarde et du dépaysement tant espéré, c'est la France de Le Pen, la France profonde, la France des beaufs qu'ils ont rencontrée... Oh, ils connaissaient déjà un peu cette France-là en banlieue, cette France planquée dans ses pavillons Phénix, le 22 Long-rifle sous l'oreiller et les pièges à feu camouflés au milieu des petits nains en céramique, dans la pelouse ; mais de là à penser qu'elle était prête à les exterminer, cette France-là, il y a un pas... qui a été franchi.

Que s'est-il passé exactement ? Un bal, pas mal de bière qui coule, une centaine de

gros pépères (et des plus jeunes, Kronembourg abolit le fossé entre les générations) qui se tortillent en écoutant Sardou et la *Danse des canards*, les mômes de Sartrouville qui déboulent là-dedans, la tension qui monte, et voilà les pépères qui se disent qu'on pourrait bien casser un peu de bougnoules, surtout s'ils sont petits, on est en vacances quoi, merde. Résultat, une bande de mômes traqués toute une nuit dans les dunes par une meute de vrais Français qui cherche à les débouquer en criant : « Vive Le Pen ». Et les mômes qui, au petit matin, pour échapper à leurs poursuivants, sont évacués de Belle-Ile dans des cars de gardes mobiles. Ceux qui viendront après eux à Belle-Ile resteront dans l'enceinte de la colo. Pas question de s'aventurer au dehors.

Evidemment, des trucs comme ça, ça les a peut-être rendus amers, les mômes de Sartrouville. Peut-être que la France des beaufs, ils ne vont plus tellement la porter dans leurs cœurs... Déjà qu'avant ce n'était pas le grand amour... Peut-être que certains d'entre-eux, la rage au cœur, feront un jour payer l'addition à un de ces Dupont-la-joie. Et tous ces braves gens s'écrieront : « Mais qu'est-ce qu'ils ont donc dans la peau, ces jeunes, on n'y comprend rien ! ».

Gil

J OËL de Mery, vous connaissez ? Non ? Pourtant cet individu est très intéressant ! Fils d'une grande famille bourgeoise, c'est également un militant fasciste très actif : dirigeant du groupe « Ordre nouveau », ce mouvement fasciste dissous en 1973 qui se fit une solide réputation par son goût pour les actions violentes préparées et rapidement exécutées contre les militants ouvriers, il est également co-fondateur avec Pierre Sergent, un ancien O.A.S., du Comité de défense de l'Armée, qui multiplia entre 1973 et 1974 des actions de commandos contre des réunions antimilitaristes et attaqua, entre autres, les locaux d'Europe 1 lors d'un interview de Maxime Le Forestier, et ceux d'Antenne 2 lors d'un « Dossier de l'écran », consacré à l'armée. De plus, lors d'un rassemblement à la Mutualité du Comité de défense de l'armée, de nombreuses ratonnades eurent lieu contre des immigrés qui avaient le malheur de passer par là, ce soir-là.

Joël Dupuy a également été membre du service d'ordre du F.N.J. (Front national de la jeunesse), organisation de jeunesse du Front national, du trop célèbre J.-M. Le Pen. Il a aussi été membre du bureau politique du P.F.N. (Parti des forces nouvelles), réélu aux 3^e et 4^e congrès du P.F.N. En

1978, il est candidat sur la liste « Union des Français de bon sens » (si, si...), organisation patronale « musclée » créée par G. Furnon, patron d'une fabrique de pyjamas près d'Alès, qui se distingua par l'envoi de nervis contre les syndicalistes et une répression anti-syndicale forcenée.

Enfin, en 1979, notre héros se présente en 5^e position aux élections européennes sur la liste « Eurodroite » qui réunissait le P.F.N., les néo-fascistes italiens du M.S.I. et les franquistes espagnols de « Fueva nueva ».

Pourquoi s'intéresser aujourd'hui à cet activiste sinistre ? Parce qu'il vient de se faire embaucher comme contractuel à l'office d'H.L.M. de la ville de Paris pour les 17^e et 18^e arrondissements. L'embauche d'un fasciste comme Joël Dupuy à ce poste montre déjà que les déclarations virulentes de Chirac quand il jure qu'il refuse tout compromis avec l'extrême-droite ne sont que balivernes destinées à un électoral pointilleux sur certaines « amitiés particulières » ; mais qui ignore encore que les militants du P.F.N. collent les affiches de Chirac et que le R.P.R. a inclus des néo-fascistes sur ses listes électorales ? Seuls les militants du syndicat des Services publics parisiens C.F.D.T. ont jusqu'à présent réagi à cette

nomination. La presse est restée muette, à part *Libération*.

Dans un tract informant les usagers des services publics parisiens, les militants C.F.D.T. expliquent qu'il n'est pas question pour eux de réclamer le licenciement de Joël Dupuy de Mery en raison de ses idées, mais ils précisent bien qu'ils refusent que l'Office public des H.L.M. et autres services publics servent de refuges aux nostalgiques du fascisme qui ont de bonnes relations à la mairie de Paris, auprès du « gominé » de l'Hôtel de ville ! En effet, la C.F.D.T. se bat pour que les embauches se fassent par concours égalitaires et non par la politique du « copinage ». Or, malgré la loi votée au Parlement, c'est toujours le régime des « copains et des copains ».

L'arrivée de Joël Dupuy de Mery en est l'exemple criant. Reste que les syndicalistes se sont jurés de ne pas perdre de vue le bonhomme, car vu son passé politique (et son présent !), il se pourrait que de s'occuper des habitants des H.L.M. du 18^e arrondissement lui donne envie de reprendre du collier dans un quartier de Paris où la population immigrée est déjà la cible d'attaques racistes et xénophobes très violentes. A suivre de près, donc !

Groupe Libertad

I NCARCÉRÉ suite à la manifestation contre Le Pen du 23 mai dernier à Lille, militant libertaire connu pour ses idées antimilitaristes, Alain Pitten a été libéré grâce à une forte mobilisation. Toujours inculpé de « coups et blessures volontaires sur agent de la force publique », on peut le soutenir en écrivant au juge Beulque, Palais de justice, avenue du Peuple-Belge, 59000 Lille.

La longue marche des manifs contre Le Pen

Partout où Le Pen a tenu meeting lors des élections européennes, sa venue a été considérée par de nombreuses personnes, des antifascistes et des antiracistes, comme une véritable provocation. A chaque fois, Le Pen a pu bénéficier de la protection du gouvernement, de ses flics et de ses C.R.S. Face à la diffusion des idées racistes et fascistes par les médias, au développement des crimes et agressions racistes, la tenue de ces meetings a provoqué inévitablement des affrontements. A chaque fois, les organisations de gauche et d'extrême-gauche ont dignement manifesté dans des marches symboliques. A chaque fois, après les promenades, ce sont des centaines de manifestants qui ont continué jusqu'aux abords des salles. A chaque fois, ces manifestants ont dû s'affronter aux C.R.S. qui protégeaient les fascistes, et même au service d'ordre du Front national comme à Marseille.

Répression policière

A Lille, le 23 mai, plus d'une heure après les affrontements, la police ratonne dans le centre ville. Des passants sont agressés à la terrasse des cafés, à la sortie des cinémas. Ils sont passés à tabac et grièvement blessés. C'est dans ces circonstances que Kader Bouamama est arrêté, incarcéré à la prison de Loos et inculpé de « coups et blessures volontaires ». La justice donnant ainsi un argument supplémentaire à Jean-Marie Le Pen qui, lors d'une émission d'Antenne 2 Midi, ne se gêne pas pour utiliser cette arrestation en violant le secret de l'instruction et en faisant une dénonciation calomnieuse pour développer sa campagne raciste... Le 26 mai, les flics perquisitionnent et saisissent des photos et des films de la manifestation à F.R.3 et à l'A.F.P., faisant pression sur les journalistes et les transformant en auxiliaires de police. Le 6 juin, devant le vide du dossier, Kader est libéré et placé sous contrôle judiciaire.

Un mouvement divisé

Déjà présentes le jour de la manifestation, les divisions s'accroissent. Les gentils organisateurs des promesses démocratiques (P.C., P.S., L.C.R., etc.) dénoncent les affrontements et les éléments incontrôlés. Au nom de la démocratie, ils condamnent la violence légitime des manifestations antifascistes et désignent du doigt ceux que la police et l'Etat socialiste doivent réprimer. Les coordinations immigrées de Lille et Roubaix se désolidarisent de certains slogans entendus le 23 mai, tel que « Le Pen raciste, Mitterrand complice ».

Parallèlement, le soutien à Kader s'organise. Un comité de défense est constitué. Très vite, les divergences refont surface. D'une part, les partisans d'une ouverture aux « organisations ouvrières et démocratiques », de l'autre, ceux qui refusent de nuancer leurs critiques vis-à-vis du pouvoir. Le fossé se creuse entre Français et Immigrés. Des paroles frisant la délation sont lancées publiquement : « On sait qui a jeté les cokes ».

LA JUSTICE COMPLICE ?

Et si les flics ne libèrent pas Kader... ». Le mouvement anarchiste lui-même est partagé. Certains camarades estiment que face aux tensions civiles suscitées par la propagande et les agressions racistes, les affrontements étaient inévitables et légitimes : sans compter que cette tactique permettait de débanaliser Le Pen et de le pousser dans ses derniers retranchements. Inversement, d'autres camarades ont l'impression que cette « stratégie du baston » ne peut que renforcer l'électorat de Le Pen dans ses convictions et consolider l'appareil répressif de l'Etat. Quant à savoir si le Front national a le droit de se réunir et de s'exprimer, les avis sont tout aussi partagés.

Bien sûr, en ce qui nous concerne, militants de la Fédération anarchiste, nous n'avons pas à juger l'action de certains camarades. Certes, il n'est pas question pour nous que la lutte se limite à ces escarmou-

ches. Combattre le fascisme demande un travail de contre-propagande de longue haleine. D'autre part, nous refusons de nous polariser sur l'extrême-droite. Le Pen élu, c'est la conséquence de la politique suivie il y a quelque temps par la droite (expulsions, licenciements, nationalisme, idéologie sécuritaire, etc.), et aujourd'hui par la gauche.

Il fallait que quelqu'un paye !

Mercredi 27 juin, profitant des vacances et du climat de division décrit ci-dessus, quatre militants anarchistes sont interpellés. Du matériel d'imprimerie, des livres, journaux et une grande partie des archives de « Commune libre et espace social » (association libertaire lilloise) sont saisis. Un important dispositif policier, des méthodes brutales, des perquisitions sans ménagement, des atteintes à la vie privée, des heures d'interrogatoire : les flics ont voulu taper fort.

Vendredi 29, après deux jours de garde à vue, Alain Pitten est présenté au juge d'instruction et inculpé de « coups et blessures volontaires » avec trois circonstances aggravantes : « avec arme », « sur un fonctionnaire de police » et « ayant entraîné une incapacité de travail de plus de huit jours ». Autrement dit, pour le juge Beulque, Alain Pitten est accusé d'avoir été l'auteur du jet de cocktail molotov qui a brûlé un policier le 23 mai, lors de la manifestation contre Le Pen.

Sur quels éléments s'appuie le juge Beulque ? Ecartons tout de suite les photos saisies à l'A.F.P. et les vidéos cassettes non diffusées de F.R.3. Les photos de l'A.F.P. ne montrent pas les auteurs des incidents, mais les manifestants s'approchant du lieu du meeting. Quant aux cassettes non diffusées de F.R.3, elles montrent essentiellement des faits qui se sont déroulés plus tard sur le boulevard périphérique. Reste une lettre anonyme dénonçant Alain, d'éventuels témoignages et surtout le film diffusé sur les antennes par F.R.3. Pour les policiers, en effet, le jeune homme qui sort d'un taillis serait Alain Pitten. Des agrandissements de ces images contribueraient à appuyer leur thèse. Toujours est-il qu'il n'existe aucune preuve tangible. Il sera d'ailleurs difficile d'établir quel est le tir qui a blessé le policier. En attendant, Alain a besoin de notre soutien. A travers lui, ce sont tous les antifascistes et les antiracistes qui sont directement menacés.

Eric
Groupe de Lille

CATHOLICISME SOCIAL

OUEST France dans son édition du 26 juin 1984, consacre sa rubrique « 1884-1984 : le syndicat à 100 ans » à un long article sur « Fougères : l'abbé Bridel ou l'intelligence du quotidien ». Ce titre élogieux augurait bien de l'article qui pourtant débute sur un paradoxe : « Fougères dite la rouge, la ville des chansonniers où s'affirme très tôt un syndicalisme révolutionnaire et anticlérical (...) avait été aussi un moment le lieu de réconciliation d'une aile marchante de l'Eglise et du monde ouvrier. » A témoin, la statue, place Lariboisière, dont le socle porte l'inscription : « A l'abbé Louis Bridel 1880-1933, la classe ouvrière reconnaissante ». Ce Louis Bridel né dans cette famille bourgeoise qui a si bien développé depuis sa beurrerie...

Le petit Louis Bridel va baigner toute sa jeunesse dans une ambiance catholique pratiquante, toute imprégnée des idées paternalistes des relations sociales de leur époque et plus précisément d'un courant « libéral » suscité en 1891 par l'encyclique *Rerum Novarum* de Léon XIII. Louis Bridel devenu abbé sera à jamais marqué par cette conception d'un christianisme démocratique et social.

Catholique éclairé, il va s'immerger au sein de la classe ouvrière. *Ouest France* indiquera que Bridel va très vite découvrir « que les ouvriers ne peuvent s'organiser, grandir au plan humain et chrétien qu'avec des éveilleurs dans leurs rangs ». Notons que ce

langage n'est pas nouveau, et d'autres que les curés l'emploient à maintes reprises.

Bridel crée en 1913 le premier syndicat chrétien de la région, le syndicat professionnel des ouvriers catholiques de la chaussure de Fougères. Approuvé par l'archevêque de Rennes, d'autres syndicats se constitueront et adhéreront, en 1919, à la toute nouvelle C.F.T.C. Mais il ne s'arrête pas là et « son intelligence du quotidien » s'intéresse à la création de coopératives de production, d'habitation à bon marché, d'ameublement et même d'une banque coopérative. Décidément, cet abbé cherche à implanter le catholicisme dans tous les aspects de la vie en société. A Fougères, il aura un certain succès, occupant le terrain laissé libre par les syndicalistes révolutionnaires et anticléricaux.

Mais sa statue, il l'a bien méritée lors d'une grève qui éclate en 1920 à la verrerie de Laignelet, aux portes de Fougères. Le patron, lui aussi dans la ligne du catholicisme social, veut faire travailler ses ouvriers le lundi de Pâques. La situation se complique quand les ouvriers licenciés (dont le secrétaire du syndicat catholique !) perdent du même coup leur droit au logement, à la mutuelle, à la crèche, à la bibliothèque et même à l'aumônerie. Dans toute cette agitation, l'abbé Bridel se remuera comme un beau diable et mettra à la disposition des ouvriers toutes les ressources de ses œuvres sociales. Il acquiert

ainsi un capital de reconnaissance qui valait bien une statue... Il y a peut-être gros à parier que les patrons ont eux aussi contribué à cette érection. Par exemple, la verrerie de Laignelet possédait outre son syndicat mixte, un conseil d'usine où patron et ouvriers s'assoient à la même table : « Le directeur écoute, explique et l'on juge ensemble en bon

accord ». Ce conseil d'usine, chambre d'enregistrement, aborde tous les sujets sauf les salaires ! C'est d'autant plus pratique que si les « bons accords » sont les licenciements, des militants catholiques comme Bridel assurent le minimum pour ne pas crever de faim. Une façon comme une autre d'aplanir les conflits et de ne pas exacerber la lutte des classes.

Lutte des classes vouée à disparaître, si jamais elle a seulement existé, d'après la doctrine sociale de l'Eglise.

Mais ces envahisseurs du mouvement ouvrier ont toujours de dignes descendants. A Fougères, il y eut Bridel ; aujourd'hui, il y a Claude Landé, responsable de l'union locale CFDT. Quand il s'interroge : « le syndicat joue-t-il encore actuellement un véritable rôle social ? Apporte-t-il des réponses aux problèmes des travailleurs ? », c'est bien pour répondre non à ces deux questions et nous proposer une « voie nouvelle », un syndicalisme à forte odeur néo-cléricale. Ce sera d'ailleurs clairement exprimé : « A l'heure où Fougères compte près de 3 500 chômeurs sur 18 530 actifs, le rappel de l'abbé Bridel et le débat sur son action trop souvent occultée, sont de plus en plus d'actualité. »

Bien avant Bridel, la « communauté de réflexion » s'est constituée et nous propose toujours ses thèses corporatistes, cette fois c'est par l'intermédiaire de Claude Landé, tout adhérent qu'il soit d'une C.F.D.T. décon-fessionnalisée !

L'anticléricalisme n'est toujours pas désuet et périmé. Nous combattons inlassablement cette doctrine sociale de l'Eglise, convaincus qu'elle sert au mieux les intérêts de l'Etat et du capitalisme en musant les organisations de classe des travailleurs.

Marc
Groupe d'Angers



ET UNE RENTRÉE SCOLAIRE, UNE !

LES lampions des vacances se sont éteints, les cartables ressortent des placards. La majorité des élèves et des enseignants rejoignent tristement l'école qui, cette année encore, digérera ce flot de 12 millions d'individus. Une rentrée comme les autres ? Oui et non !

Où si l'on considère le ronron habituel de l'institution scolaire qui moulera une fois de plus son lot de cerveaux au service de l'idéologie dominante et du système capitaliste. Non, peut-être, si l'on considère les problèmes politiques qui vont traverser l'institution cette année.

Le changement de gouvernement intervenu en juillet, la nomination de J.-P. Chevènement au ministère de l'Education nationale, le départ du P.C.F. du gouvernement peuvent modifier sérieusement le paysage politico-syndical du monde enseignant. Chevènement se saisit en effet du dossier le plus brûlant de l'actualité, l'école privée. Les récentes mesures prises par Chevènement à ce sujet mettent définitivement en lumière la capitulation quasi totale du gouvernement face à la droite et à la hiérarchie catholique. La 90^e promesse du candidat Mitterrand est jetée aux poubelles de l'histoire, Pierre Daniel et Michel Bouchareissas dansent sur le couvercle. On se doutait bien que la personnalité du nouveau ministre et son appartenance au courant « moderniste » (?) du P.S. ne laisseraient rien augurer de bon pour la laïcité ; la rapidité avec laquelle il semble régler le problème, avec l'emargement du C.N.A.L. et du Comité national de l'enseignement catholique (C.N.E.C.), a néanmoins de quoi surprendre.

L'année qui s'ouvre peut être décisive pour l'application des dispositions antérieures du projet Savary revu et corrigé pour la forme, avec leur cortège d'attaques contre la laïcité. Plus incertaine est l'attitude que va adopter le P.C.F. dans l'enseignement, à travers sa courroie de transmission dans la F.E.N., la tendance U. et A. (Unité et Action).

Cette attitude fera partie de la stratégie globale qu'adoptera le P.C.F. face au gouvernement Fabius, à travers la C.G.T. et les syndicats contrôlés par lui. Le budget de l'Education nationale, comme pour les autres ministères sera un budget d'austérité renforcée, les problèmes d'effectifs posés à cette rentrée, dans l'enseignement secondaire, vont être d'une acuité sans précédent depuis mai 81. A n'en pas douter, les syndicats U. et A. (30% de la F.E.N.) vont certainement adopter comme la C.G.T., dans d'autres domaines, une tactique offensive, désormais libres face au pouvoir politique, après le départ des trois mousquetaires du gouvernement.

Reste à savoir comment ce changement d'attitude, pour ne pas dire ce revirement à 180 degrés, sera perçu par le personnel, s'ils répondra à une volonté de lutte ou si, au contraire, les appels à la mobilisation se perdront dans les échos des slogans sans lendemain. On ne tire pas d'un coup un trait sur une politique de léthargie syndicale sans en subir des conséquences douloureuses, surtout lorsque l'on sait que la perte d'adhérents dans la F.E.N. a pris l'allure d'une véritable hémorragie.

En cas de radicalisation de la tendance U. et A., un choc avec la direction socia-

liste (tendance U.I.D.) de la F.E.N. est à prévoir. Jusqu'où ira alors U. et A. dans une éventuelle fronde face à la majorité U.I.D. ? Si une opposition ouverte de la C.G.T. contre le pouvoir socialiste rencontrerait un certain écho au sein de la classe ouvrière, il est possible qu'Unité et Action puisse décider de faire voler en éclat, soit par exclusion, soit par scission, l'unité de façade que constitue la F.E.N.

C'est une possibilité, certes incertaine, mais qui n'est pas totalement à exclure, et qui aboutirait à une redistribution complète des cartes dans le jeu du syndicalisme enseignant, après le récent gonflage du S.N.U.D.I.-F.O. par le passage de militants P.C.I. du S.N.I. à F.O.

A propos de ce dernier, autre événement important cette année : l'élection en décembre 84 des délégués du personnel aux Commissions paritaires départementales et nationale des instituteurs. On y observera le degré d'implantation de F.O. ressorti de l'ombre il y a deux ans par les enseignants du P.C.I., et basant son action sur la stricte défense des intérêts corporatistes et un conservatisme pédagogique des plus ringards. Elections importantes donc, pour positionner véritablement l'implantation actuelle du S.N.I. après ses recules continuelles face au ministère et sa spectaculaire chute de cotisants ; du S.G.E.N.-C.F.D.T. et sa politique de transformation de l'école sans revendiquer les nécessaires besoins pour cette transformation ; et enfin de F.O.

Comme on le voit ce ne sont pas les problèmes qui vont manquer cette année dans le domaine syndical et les incertitudes sont nombreuses. En revanche, là

où la certitude est évidente, c'est sur l'absence de toute transformation structurelle et pédagogique dans l'école. Cette école sera encore celle de l'échec scolaire et de l'ennui pour nombre d'enfants, du repli individuel frileux et du conservatisme pédagogique pour nombre d'enseignants.

Il nous appartient toujours de populariser les luttes anti-hiérarchiques, surtout celle engagée depuis trois ans contre l'inspection, de développer les pratiques collectives par les équipes éducatives, d'ouvrir l'école sur d'autres intervenants, d'introduire toujours plus les techniques pédagogiques non directives, bref de faire voler en éclats le carcan institutionnel qui enferme les usagers de l'école dans la grisaille et la monotonie chaque année renouvelée.

On aurait tort à ce sujet de ne pas chercher à exploiter le récent rapport de la Commission nationale de consultation 1^{er} degré et certaines grandes lignes qu'en avait dégagé le ministère, par exemple sur la priorité à la pédagogie d'éveil, sur la concertation dans l'école, sur l'ouverture de l'école, sur la nécessaire prise en considération de l'enfant dans sa globalité, bref un certain nombre de directives qui peuvent être utilisées par les partisans du changement dans l'école pour engager une réelle remise en cause de l'institution scolaire. Ce rapport est arrivé en juin dernier dans toutes les écoles, dans une quasi « clandestinité ». A chacun de s'en saisir pour aller vers des transformations significatives et pour poser les moyens nécessaires à ce changement.

Patrick
Groupe d'Angers

DERRIÈRE MALVILLE LA RECVLADE

A l'appel du Collectif contre Super Phénix, les 4 et 5 juillet, s'est tenu un rassemblement à Malville pour demander l'arrêt de la construction du surgénérateur. Pour les organisateurs cette manifestation (comme ils tenaient particulièrement à le souligner) ne devait surtout pas être considérée comme une sorte de commémoration de celle de 77, mais elle devait permettre de réunir les conditions pour un nouveau départ du mouvement antinucléaire.

Et, effectivement, très peu de chose en commun existaient entre cette édition de Malville 84 et celle, tristement célèbre, qui l'avait précédée. Ni le nombre des manifestants ni les mots d'ordre retenus n'étaient les mêmes... Jusqu'au lieu du rassemblement lui-même qui était situé « par mesure de sécurité » de l'autre côté du Rhône, dans un endroit d'où la centrale n'était même pas visible.

A peine 3 000 à 3 500 personnes d'ailleurs avaient cru bon de se déplacer. Un échec donc par rapport au chiffre déjà modeste escompté par les organisateurs, mais un échec bien significatif qui ne fait que refléter les limites, les ambiguïtés et les contradictions très importantes dans lesquelles se débat le mouvement antinucléaire aujourd'hui.

« Derrière Malville, nos euro-missiles », c'est autour de ce slogan que les organisateurs ont bâti leur campagne. Slogan, qui laissant volontairement de côté toute autre revendication — économique ou écologique — restreint de fait la lutte contre Super Phénix et le nucléaire au seul nucléaire militaire ou aux utilisations militaires du nucléaire civil ; portant ainsi un rude coup aux raisons mêmes d'être de la lutte antinucléaire tout court.

En changeant en quelque sorte le fusil d'épaule par rapport au passé, les partisans de cette stratégie espèrent sans doute pouvoir associer le mouvement antinucléaire à celui plus vaste du pacifisme. Mais, loin d'imposer une nouvelle dynamique militante, une telle évolution nous semble exprimer la volonté de réaliser un véritable « recentrage » des luttes antinucléaires afin de les rendre « réalistes », c'est-à-dire acceptables pour les pouvoirs publics.

De tels choix stratégiques s'inscrivent parfaitement dans une logique de lutte qui consiste à faire pression sur les membres du gouvernement tel Bouchardeau par exemple, pour obtenir gain de cause ! Devant de tels discours, qui ont été débités tout au long du week-end par les organisateurs du rassemblement, on peut se demander, trois ans après la venue des socialistes au pouvoir, si la mauvaise foi l'emporte sur l'aveuglement. Et, plus d'une fois, les quelques libertaires présents sur place se sont demandés, à juste titre, qu'est-ce qu'ils foutaient là.

Certes, après avoir essayé échec sur échec et vu son audience fondre sous les coups conjugués de la démobilisation et des désillusions qui ont suivi le 10 mai, le mouvement antinucléaire est confronté à un tournant. Il doit opérer maintenant des choix clairs. Or, ce n'est sûrement pas en suivant la voie que les organisateurs de Malville 84 viennent de choisir, que le mouvement antinucléaire pourra espérer surmonter sa crise d'identité, et même pas, probablement, obtenir des succès partiels comme l'arrêt de la construction du surgénérateur. En continuant à se battre sur le terrain politique, les antinucléaires n'ont aucune chance de voir leur mouvement prendre de l'ampleur.

Il faut changer de cap, mais surtout intégrer les luttes antinucléaires à celles du mouvement social et ouvrier ; ou, tout au moins, préciser et développer les raisons libertaires d'une telle lutte qui vont au-delà des simples problèmes d'utilisation militaire du nucléaire mais qui portent sur le choix de société que cela comporte.

Des copains F.A. présents à Malville

UN NAUFRAGE QUI AURAIT PU ÊTRE UNE CATASTROPHE

S AMEDI 25 août, un ferry britannique transportant à son bord près d'un millier de touristes aborde de plein fouet le porte-conteneurs Mont-Louis, appartenant à la Compagnie générale maritime. Cinq heures sont nécessaires pour désencaster les deux bateaux. Quelques minutes après, ce cargo coule avec sa cargaison. L'équipage est sain et sauf, aucun blessé n'est relevé de part et d'autre, un banal accident maritime en quelque sorte.

Ce n'est que le lendemain que le mouvement Greenpeace dévoile le pot-aux-roses : le Mont-Louis transportait 450 tonnes d'hexafluorure d'uranium (1). Dès lors, les « autorités », si discrètes auparavant, ne peuvent que confirmer la nouvelle.

Ces trente futs de « gaz d'uranium », qui se sont vus prendre un bain de mer forcé, auraient dû être débarqués dans le port soviétique de Riga et acheminés dans une usine d'enrichissement russe. Cet uranium, une fois enrichi, devait effectuer le voyage retour afin d'alimenter les centrales nucléaires françaises. Jolie croisière en vérité !

Ce genre de va et vient maritime, à caractère radio-actif, est en fait tout à fait banal : entre les différents continents ce sont des milliers de tonnes de matières radioactives qui transitent par la seule voie maritime. Il est vrai que cet accident n'a eu comme effet aucune conséquence funeste et que l'uranium naturel n'est que faiblement radioactif. Mais s'il s'agit d'uranium issu du retraitement de combustibles irradiés à La Hague, comme l'affirme Greenpeace, il présente un réel danger.

Et voilà, cela aurait pu être une jolie catastrophe. Jugez-en plutôt : le contact de l'eau de mer et de l'hexafluorure d'uranium provoque une réaction chimique violente avec dégagement de hautes températures et d'un gaz très toxiques. Il au-

rait suffi que l'Olau-Britannia heurte la cale avant du navire pour qu'il brise certains de ces fameux conteneurs. Sachant le nombre d'heures qu'il a fallu pour dégager les deux bateaux et compte tenu des données précédentes, il ne reste plus qu'à supputer sur le nombre de morts dû à l'explosion elle-même et à l'inhalation dudit gaz.

Du coup, l'on vient de découvrir qu'il n'existe aucune réglementation européenne concernant le transport de matières radioactives (2). Ce genre de prise de conscience soudaine nous rappelle certaines marées noires (3).

A plus forte raison lorsqu'il s'agit de plutonium c'est la plus totale discrétion qui est de mise. Greenpeace a rompu ce silence en annonçant le transfert de 250 kg de cette matière hautement radioactive de La Hague au Japon (4). Ce convoi maritime sera gardé par toute une armada militaire pour prévenir toute attaque « terroriste » (5).

Il sera en tout cas plus difficile pour cette association de percer le secret militaire proté-

geant le transport aérien des têtes nucléaires destinées à la force de frappe. Mieux vaut ne pas imaginer les conséquences que pourraient avoir certains accidents d'avion !

Tout ceci pour nous rappeler qu'en face des « grands intérêts politiques et économiques » nos vies semblent peser bien peu. Aussi le contre-pouvoir de contrôle exercé par des associations telles que Greenpeace est nécessaire mais reste somme toute assez dérisoire. Nous sommes bien loin du contrôle total qu'exercerait la population sur ces problèmes de transport et d'énergie dans une société libertaire par un mode de gestion directe.

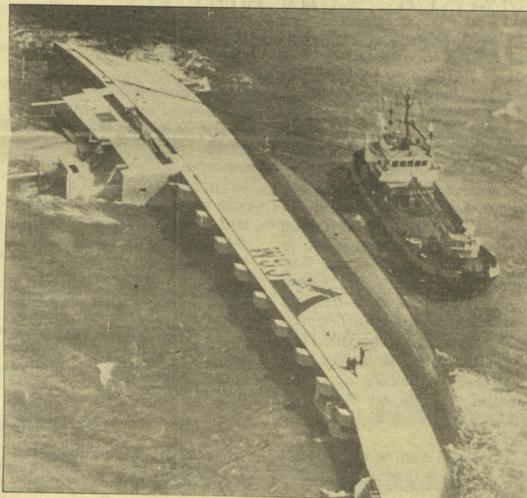
Pierre-Yves
Gr. Pierre-Besnard

(1) Uranium naturel traité contenant 0,7% d'uranium 235 radioactif.
(2) En France, le trafic de matières radioactives s'élève à 1 million de tonnes.

(3) En l'occurrence, il y a eu ici une mini marée noire.

(4) Destiné à une centrale nucléaire.

(5) Pour nous rappeler que nucléaire rime avec militaire.



Un accident qui aurait pu être une catastrophe.

NON A LA MINE D'URANIUM DE TREVILLE

A PRÈS le rassemblement sur le site du surgénérateur de Malville, le ministre de l'environnement, Huguette Bouchardeau (P.S.U.), a cru bon de se fendre d'une déclaration mi-figue mi-raisin sur le programme électro-nucléaire français. En effet, cette dame a estimé que le plan de construction était probablement surestimé et que l'économie — au demeurant chancelante — n'avait pas à supporter des charges supplémentaires, puisque, selon les rapports récents d'E.D.F., nous connaissons une réserve d'électricité qui ressemble fort à de l'excédent.

Fin août, le secrétaire de la C.F.D.T., M. Edmond Maire, a emboîté le pas de la « camarade ministre » pour dénoncer le manque de sérieux des fonctionnaires de l'Énergie qui gaspillent sans compter par le gouffre nucléaire mais surtout par les sociétés du bâtiment et des grands travaux et les compagnies spécialisées dans la fission de l'atome. Ces discours sont-ils un retour aux sources d'une soi-disant

gauche autogestionnaire qui rappellerait à l'ordre les énarques et ferait vibrer la fibre alternative des soixante-huitards en cravate, qui hantent depuis mai 1981 les couloirs de ministères ?

Malheureusement, la réalité est encore au rendez-vous pour démolir efficacement les vociférations de politiciens et autres syndicalistes supérieurs. En effet, à 10 km de Castelnaudary (Aude), des travaux vont être effectués pour extraire de l'uranium, avec en prime l'idée de le traiter — de l'enrichir — sur place. A Tréville, la Pomarède et Puginier, des sondes ont été placées il y a quelques années ; elles ont répondu favorablement pour que l'Etat décide d'y créer une mine à ciel ouvert. Ce projet va donc couvrir plus d'une centaine d'hectares et déloger les habitants des trois villages sus-nommés, mettre au chômage les métayers et autres exploitants agricoles.

Il faut tout de même rappeler que cette région du Languedoc-Roussillon

connaît une crise économique plus importante que celle de la Lorraine qui a fait les choux gras des journalistes au printemps dernier : les producteurs viticoles ne peuvent guère lutter contre l'hérésie communautaire et les productions espagnoles et italiennes, les maraichers, fort nombreux aux abords du Canal du Midi, connaissent de réelles difficultés financières et le secteur administratif ne s'est guère développé ces dernières années. Bien sûr les bénéficiaires peuvent se trouver dans l'élite nucléaire puisque des ingénieurs et autres techniciens de l'atome vont venir s'agglutiner dans le secteur ; les autres demeureront les militaires, déjà fort nombreux à Castelnaudary où une nouvelle caserne, devant abriter une unité actuellement à Bastia, est en élaboration.

Quant aux optimistes qui croient que ce grand chantier va leur donner du travail, ils peuvent déjà remballer leurs pelles et leurs pioches car les chantiers nucléaires trimbalent de site en site une véritable ar-

mada de bulldozers et autres engins, ainsi qu'une foule d'ouvriers qualifiés. Actuellement, les barbelés ne sont pas encore installés et les personnes opposées à cette implantation se sont déjà constituées en comité d'action qui organise régulièrement des soirées avec des spécialistes du genre. D'ailleurs, il est aussi important de rappeler la probable pollution du Fresquel, affluent de l'Aude, qui est utile aujourd'hui à de nombreuses exploitations maraichères et céréalières.

Aujourd'hui, les personnes se mobilisent pour affirmer leur opposition au nucléaire, de gauche ou de droite, et pour dénoncer l'autoritarisme d'une telle démarche. Une radio libre va bientôt naître pour porter au loin la bonne parole d'une énergie locale, utile et contrôlée par tous. Car si des milliers de personnes ont lutté pour refuser l'implantation atomique — on se souvient notamment des habitants de Plogoff —, il ne faudrait

pas penser comme le maire communiste de Tréville qui s'oppose à l'implantation de cette mine d'uranium parce qu'il réside sur le lieu même du site. Refuser la centrale que l'on approuve chez le voisin n'est pas un combat sincère et honnête.

Refuser l'énergie nucléaire c'est avant tout refuser la surenchère de production électrique à des fins capitalistes. Refuser aujourd'hui l'extraction de l'uranium c'est lutter contre son utilisation militaire. L'industrie nucléaire est aussi une science encore inexacte — rappelons-nous les failles dans les réacteurs français, Three Mile Island aux Etats-Unis — confiée à une élite qui refuse et refusera de communiquer avec la population cependant concernée. En disant non à la mine d'uranium de Tréville nous continuons notre lutte pour une société libérée.

Roger
Gr. de Nice

R.F.A. LE VRAI DU FAUX

KONRAD Kujau, le fanatique collectionneur de babioles nazies, profite de son procès pour assurer sa publicité. Gerd Heidemann, qui vendit les faux carnets d'Hitler réalisés par Kujau au *Stern*, est son coaccusé dans ce procès pour fraude. Notons au passage que tout le monde tape allégrement sur le *Stern* pour la légèreté avec laquelle il paye les faux carnets, sans vérifier leur authenticité, oubliant soigneusement de préciser que *Paris-Match* en était également acquéreur. La loi du copinage semble jouer à fond. Il n'empêche que cette histoire de faux carnets du dictateur montre bien à quel point le nazisme a été banalisé, jusqu'à ne plus être qu'un sujet juteux dont on est sûr qu'il fera vendre !...

Aujourd'hui, on s'extasie devant le génie de Kujau, faussaire de talent, en évitant de se souvenir du contenu des faux carnets qu'il écrivait, à savoir que dans ce « journal intime », le Führer regrettait la « solution finale », que les camps de la mort étaient présentés comme de joyeuses colonies de vacances, et que les juifs avaient été simplement « ennuyés » dans l'Allemagne hitlérienne. A la lecture de ces « documents historiques », Adolf Hitler paraissait finalement être un brave type incapable de faire du mal à une mouche ! Mais que cette personnalité inconnue d'Hitler ait été créée de toute pièce par Kujau ne veut évidemment rien dire, ce brave homme se gardant bien de se réclamer d'une quelconque nostalgie d'une certaine Allemagne.

Actuellement, alors que les idées fascistes retrouvent une écoute certaine en Europe, se cachant sous le masque de la respectabilité, toute tentative de banalisation des théories racistes et nazies doit être dénoncée avec force.

G.D.

CONNAISSEZ-VOUS LA NOUVELLE-CALÉDONIE

AU moment où il est question de l'avenir de la Nouvelle-Calédonie au parlement français, avec la présentation d'un nouveau statut, je voudrais, en qualité de Français métropolitain, vivant depuis plus de quinze ans dans ce territoire, vous fournir de façon objective une analyse de la situation politique actuelle, en précisant que je suis « apolitique », mais que j'estime que la vérité doit être dite sans détour, et être au surplus vérifiable sur place.

Beaucoup de gens parlent d'égalité, mais par exemple, dans un lycée important de Nouméa (Lapérouse), sur 1 300 élèves, nous trouvons seulement une centaine de Kanaks (indigènes) ! Et nous découvrons que le premier bachelier kanak remonte à 1968 ! Que dire aussi des programmes scolaires mal adaptés pour les jeunes du primaire, ceux-ci ne connaissent pas la France et apprennent que leurs ancêtres sont les Gaulois. Avec les dif-

férences de civilisation, la France reste inconnue pour 65% des adultes calédoniens.

Périls aussi pour l'identité kanak, car certains partis politiques, de droite, favorisent une immigration (européenne et asiatique) qui lèse les habitants originaires du pays. Ainsi tous les postes intéressants (et bien rémunérés) dans les entreprises, les services publics, les commerces, etc., sont tenus par des Européens et des Asiatiques. En revanche, les Kanaks disposent de très faibles moyens car la plupart des salaires ne dépassent pas le S.M.I.C., équivalent à 3 000 francs français !

Vérifiable également que les Kanaks sont absents de tous les rouages économiques de Nouvelle-Calédonie. Quant aux Kanaks ayant « réussi » en métropole : un ou deux chefs d'entreprises, un médecin... Comment s'en étonner après 150 ans de colonialisme ? Et l'on continuera de nous dire

que la France n'a pas à rougir de sa présence en Nouvelle-Calédonie.

Actuellement, la situation politique est confuse dans ce territoire avec le boycott des indépendantistes, face aux échéances électorales et à la radicalisation de certaines luttes. Il est temps que le gouvernement français s'interroge sur la volonté d'indépendance de ce petit bout de terre de 500 km de long pour 50 km de large, situé à 22 000 km de la France et qui revient cher aux contribuables de la métropole, ce qui est aberrant alors que certains partis politiques incitent à ne pas payer les modestes impôts du territoire.

Seuls les peuples colonisés peuvent être demandeurs de l'indépendance, comme l'Algérie en son temps, et nombreux sont ceux qui veulent aujourd'hui une Nouvelle-Calédonie responsable et libre de toute tutelle.

H. Robini

MAROC : ON MEURT DANS LES PRISONS !

DOURAIDI Moulay Bou-baker est mort à 26 ans, au bout de 54 jours de grève de la faim, dans les geoles de Marrakech. Dix de ses camarades sont dans le coma (1). Douraidi avait été arrêté après les « émeutes de la faim » qui embrasèrent le Maroc en janvier dernier. Torturé par la police, il paraissait avec une quarantaine d'autres étudiants devant la justice marocaine, accusé d'appartenir à l'organisation *Ilal Aman* (En avant !) — organisation d'extrême gauche interdite au Maroc —, et fut condamné à 10 ans de réclusion.

Hassan II a consenti, du bout des lèvres, à gracier beaucoup

de détenus arrêtés après les émeutes de la faim. Mais pour les prisonniers de Marrakech, il semble bien que le pouvoir marocain ait décidé de les laisser mourir, à titre d'exemple, pour mater d'avance toute tentative de révolte contre son autorité. De l'Irlande au Maroc, ou à Moscou, de Thatcher à Hassan II, ou à Tcherenko, tous les pouvoirs ont, à peu près, la même idée de ce que vaut la vie d'un homme face à leur stabilité. Rien ! Mais ça, on le savait avant la mort de Douraidi et de Del Houari !

Gil
Gr. Libertad

(1) Dernière minute, Mustafa Del Houari, 29 ans, est également mort.

GRANDE BRETAGNE LES MINEURS ET LES JAUNES

DURANT les vacances, les nouvelles sur la grève de mineurs anglais ne portaient pas à l'optimisme : dissensions internes au syndicat et manœuvres du N.B.C. (National Coal Board, direction des charbonnages) pour la reprise du travail. L'enjeu est toujours le même, le patronat voulant fermer une vingtaine de puits, jugés « non rentables », ce qui entraînerait la suppression de 20 000 emplois. Ceci dans un premier temps, car dans la logique capitaliste, le charbon c'est bientôt du passé...

La direction des charbonnages ne se privait pas de montrer

du doigt les points précis où la grève semblait s'essouffler. En Ecosse particulièrement, le moral n'était pas au beau fixe malgré les déclarations d'Arthur Scargill, secrétaire du syndicat des mineurs. A la fin du mois d'août, les dockers écossais ont répondu présents à l'optimisme des partisans de la grève dure. Ils se sont mis en grève pour s'opposer au déchargement, à Hunterston, d'une cargaison de charbon destinée aux aciéries de Raivenscraig, en Ecosse. A l'heure où nous écrivons, la grève est encore limitée à cette région, au nord de la Grande-Bretagne.

« A l'approche de l'hiver, nos adversaires ont peur », a déclaré Arthur Scargill, mais outre le patronat, des difficultés pourraient venir du monde syndical. Quand vous aurez ce *Monde libertaire* entre les mains, se tiendra le congrès annuel des T.U.C. au niveau national, à Brighton. Les délégués essayeront de s'assurer le soutien de l'ensemble de l'organisation syndicale. Mais les Trade-Unions britanniques sont parfois sensibles aux sirènes de l'austérité nationale. Espérons que les grévistes sauront plus que faire entendre leur voix !

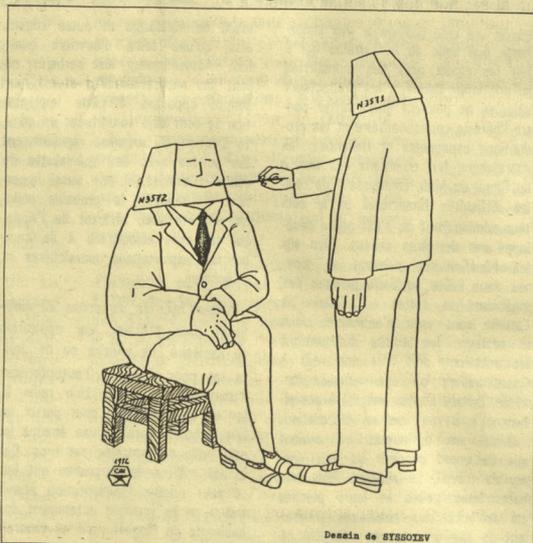
Alexis Pierre

U.R.S.S. QUEL DESS(E)IN POLITIQUE ?

SYSSOÏEV

VOUS ne verrez pas ce dessin ni aucun autre de Viatcheslav Syssouïev à l'exposition du dessin politique qui aura lieu pendant la Fête de *L'Humain*. Pourtant la critique politique et la défense de la dignité de l'individu est la marque même de l'art de Syssouïev, mais voilà, après s'être caché pendant quatre ans de la police, Syssouïev est en prison à Moscou à cause justement de la virulence de sa critique du régime soviétique. Il n'est pas besoin de préciser que *L'Humanité* n'a jamais pris sa défense, ce journal ayant, comme on le sait, une façon bien particulière de concevoir la liberté et les droits de l'homme.

Servin



Dessin de SYSSOÏEV

U.R.S.S. ELENA BONNER CONDAMNÉE

DÉCIDÉMENT, le cas d'Andréï Sakharov embarrasse vraiment l'Etat soviétique. Pour faire définitivement le blocus sur les informations concernant le sort du dissident, les autorités viennent de condamner Elena Bonner, sa femme, à 5 ans de réclusion forcée à Gorki, pour « calomnie envers l'Etat soviétique ».

Elena Bonner tenait régulièrement des conférences de presse devant les journalistes étrangers, à Moscou. Désormais, le seul lien de Sakharov avec l'extérieur est coupé. Elena Bonner a participé au Comité de Défense des droits de l'Homme avec Sakharov ainsi qu'au groupe moscovite de surveillance des accords d'Helsinki, groupe étouffé par la répression étatique en 1982.

Certes la polarisation des médias sur le sort de Sakharov, « père de la bombe H. » et de son épouse ne doit pas faire oublier les milliers d'anonymes emprisonnés, psychiatisés par l'ordre soviétique, et ne bénéficiant pas du renom international du physicien dissident. Mais l'acharnement de l'Etat soviétique contre un couple qui se refuse à accepter l'inacceptable ne peut laisser personne indifférent. Pour nous anarchistes, cette nouvelle condamnation ne fait que démontrer une fois de plus que l'Etat « ouvrier » dont certains nous rebattent les oreilles n'est et n'a toujours été qu'une vaste fumisterie qui doit être inlassablement combattue, par tous les moyens.

G.D.

LE MOUVEMENT ANARCHISTE EN CORÉE

Le mouvement anarchiste coréen puise essentiellement sa vitalité dans le désir d'indépendance qui anime le pays. Cette forte influence nationaliste a causé et cause encore à l'heure actuelle une confusion certaine : en voulant influencer le mouvement nationaliste par l'intérieur, le mouvement anarchiste risque d'être à son tour influencé par l'idéologie nationaliste. Makhno fut en son temps confronté au problème et sut éviter cet écueil.

À l'heure qu'il est, les anarchistes continuent la lutte contre une double dictature : l'une pro-États-Unis, au sud, l'autre pro-U.R.S.S., au nord.

Quelques jalons historiques

Mille ans avant J.-C., la Corée possédait sa propre culture et sa propre langue, mais elle tombe rapidement sous la mainmise de la Chine, tandis que cette dernière subissait à son tour l'influence de la Mongolie et de la Mandchourie. Depuis la fin du XVI^e siècle jusqu'à nos jours, le Japon a influencé également la Corée. La fin du XIX^e siècle et le XX^e siècle marquent l'apogée de la domination étrangère en Corée. De cette domination résultent trois guerres :

- entre la Chine et le Japon, de 1894 à 1895 ;
- entre la Russie et le Japon, de 1904 à 1905 ;
- entre les États-Unis et la Chine, de 1950 à 1953.

Les caractéristiques du nationalisme coréen

Au cours du XIX^e siècle, deux tendances naquirent : d'une part, un courant intellectuel clandestin ; d'autre part, une violente explosion populaire envers les envahisseurs étrangers, à laquelle se joignirent les paysans au sud de Séoul durant la période de 1863 à 1864 et à nouveau de 1890 à 1894, lors du mouvement d'indépendance.

Quelques années plus tard, deux autres mouvements sociaux agiteront la campagne d'une manière similaire : en 1919, la proclamation « Mansei » de l'indépendance, et en 1960, les manifestations multiples contre le président Singman Rhee. De telles pratiques relevant de l'action directe se produisirent partout où existait une présence coréenne : au Japon, en Chine, en Mandchourie. Entre 1907 et 1913, les forces japonaises stationnées en Corée furent en butte aux guérillas.

La naissance du mouvement anarchiste

Dès 1920, on trouve trace d'une présence anarchiste en Mandchourie, combattant côte à côte avec des nationalistes coréens, contre l'armée japonaise. (...) La présence coréenne en Mandchourie fut telle que Kim-Shwa-Jin (sorte de Makhno coréen) et Choung-Shin (parmi d'autres) inspirèrent la fondation de communes libertaires parmi les réfugiés coréens à partir de mars 1925, jusqu'à ce qu'un agent communiste assassine Kim-Chwa-Jin en janvier 1930.

La première organisation anarchiste fut fondée en janvier 1934. Le 2 novembre 1928, à Pengouang, naquit la Confédération générale clandestine des anarchistes coréens.

En avril 1930, la Ligue anarchiste de l'Est fut reconstituée et rebaptisée la Ligue de la jeunesse coréenne du sud de la Chine. Ainsi, existait-il à cette époque trois organisations parallèles : la Ligue de la jeunesse anarchiste, la Fédération des ouvriers de l'Est (toutes deux fondées en mai 1930) et la Ligue des ouvriers au drapeau noir (juin 1930) au Japon. Bien que des relations unissent les anarchistes coréens et les nationalistes, il est difficile de déterminer la nature exacte de celles-ci : en 1919, il existait un gouvernement républicain en exil, avec à sa tête, le président Singman Rhee, à Hawaï ; les ministres résidant quant à eux en Chine.

Étant donné que la Chine était alors plongée dans la guerre civile (entre Chiang-Kai-Shek et Mao-Tse-Tung), les Coréens en exil étaient également divisés en deux camps : les libéraux (Kim-Kon) et les communistes (Kim-Wong-Bong). Afin de se garantir un

soutien croissant de Chiang-Kai-Shek, Kim-Kon lança une violente campagne : le 8 janvier 1932, Lee-Pang-Chang jeta une bombe et tua un général japonais Schirakawa (commandant des troupes en Mandchourie), blessant plusieurs autres personnes dont un ministre et un amiral (...). Cet acte inaugura une ère d'attentats perpétrés conjointement par des anarchistes coréens et chinois.

En janvier 1934, le mouvement anarchiste coréen aide au développement d'un syndicat révolutionnaire, et en 1935, il participe à la fondation du parti anarcho-communiste japonais. Il fut également actif en Chine par le biais de la ligue coréenne révolutionnaire. Les anarchistes coréens établissent des liens très étroits avec leurs compagnons chinois et japonais, ainsi qu'avec le mouvement nationaliste de Kim-Kon.

Le mouvement après 1945

En 1945, les anarchistes se réorganisèrent dans la ville de Anwi (Corée du Sud), en novembre 1945, ils organisèrent un meeting à Séoul, avec la participation de 67 camarades, à l'issue duquel fut fondée la Ligue sociale libre des constructeurs.

En décembre 1945, à Moscou, lors d'une conférence à laquelle participaient les États-Unis, l'U.R.S.S., la Grande-Bretagne et la Chine, les deux résolutions suivantes furent adoptées :

- la Corée resterait sous le contrôle réuni des quatre puissances ci-dessus nommées, pour 5 ans ;
- un comité américano-soviétique administrerait le Nord et le Sud. Dès le 27 décembre, l'ensemble des partis politiques coréens s'opposèrent à ces deux résolutions. Au Sud, les Américains mirent un frein brutal aux protestations, tandis qu'au Nord, les communistes les approuvèrent. Les Américains furent fortement détestés par la grande majorité de la population, vu la répression menée et leur collaboration avec les Japonais. (...)

Seuls les anarchistes s'opposèrent à la mainmise tant des Américains que des Soviétiques sur la Corée. Le 23 avril 1946, un congrès anarchiste national eut lieu à Anwi dans la province de Kyong-Sang-Nando. Y participèrent deux anarchistes coréens de Chine, du Japon (100 délégués au total). Le point le plus controversé durant ce congrès portait sur la création d'un éventuel « parti politique anarchiste », point mis en avant par le groupe Yu-Lim's. Avant la libération de la Corée en 1945, Yu-Lim fut l'une des figures marquantes de la branche chinoise de la ligue générale des anarchistes coréens. Parallèlement à cela, il participa au gouvernement provisoire coréen. En décembre 1945, il retourna en Corée avec le restant du gouvernement provisoire auquel il appartenait toujours.

Pour Yu-Lim et ses adeptes, la situation était la suivante : « La situation coréenne est spécifique dans la mesure où le peuple coréen n'a jamais vécu librement... La Corée a subi le joug des quatre grandes puissances étrangères. Dans de telles conditions, les anarchistes doivent répondre au désir de reconstruire leur pays et d'établir leur propre gouvernement. Les anarchistes doivent-ils s'asseoir et ne pas agir ? Si cela était, la Corée tomberait certainement aux mains des stalinistes du nord et des capitalistes du sud... ». Le congrès accepta la proposition de Yu-Lim et ses conséquences. Il y eut une scission entre ceux qui soutenaient Yu-Lim et qui organisèrent le Parti des ouvriers et des paysans indépendants, et ceux qui soutenaient les frères Lee-Kyu, à l'origine de la Ligue des villages autonomes et la Ligue des travailleurs indépendants.

En novembre 1949, quelques mois avant la guerre, V. Karin, un délégué au congrès anarchiste international de Paris, déclara qu'en mai 1946, un parti ouvrier et un mouvement ouvrier indépendant furent fondés, ainsi qu'une fédération de jeunes travailleurs et une fédération étudiante. La Fédération anarchiste coréenne compte 3 000 membres et 600 000 sympathisants. Deux quotidiens sont publiés, ainsi qu'un magazine hebdomadaire. La Fédération a ouvert deux écoles de nuit et deux écoles supplémentaires en province ».

Pendant la guerre, la situation du mouvement anarchiste coréen nous demeure inconnue. Les contacts au niveau international semblent avoir repris aux alentours de 1973 et ce avec le Japon. Durant toute cette période, la population coréenne a subi la dictature de Kim-Il-Sung dans le Nord.

Réorganisation du mouvement anarchiste

Le mouvement anarchiste se réorganisa et s'intitula la Fédération des individus libres. La modération des objectifs déclarés de cette fédération s'explique, selon les compagnons japonais, par le fait que la loi martiale interdit le vocable « anarchiste ». Les anarchistes sont uniquement tolérés du fait de leur position anti-communiste. Cette fédération possède deux tendances : politique et coopérative. La tendance politique a Yang-Il-Dong comme président (...). Yang, en tant qu'anarchiste fonda le syndicat des travailleurs coréens, en 1926, et participa à la publication du *Drapeau noir*, organe des anarchistes coréens au Japon (avant-guerre). La tendance coopérative est représentée quant à elle par Lee-Jun-Kyu, le frère de Lee-Eul-Kyu, un anarchiste de renom. Reconnu en tant que le « Kropotkine coréen », Lee-Jun-Kyu fut le président de la célèbre université de Sung-Kum-Kwan et comme directeur de l'institut de recherche culturelles, il exerça une influence considérable sur les professeurs et les étudiants en Corée du Sud. De nombreux enseignants rejoignirent la campagne afin d'organiser des villages autonomes, selon la tradition des populistes russes. *Correspondance*, l'organe du mouvement des village autonomes est coordonné par Park-Seung-Han, un anarchiste qui a abandonné son poste d'enseignant en géographie pour vivre à la campagne.

C'est avec de grandes difficultés que la Fédération édita plusieurs ouvrages en 1973-1974, parmi lesquels : *Anarchisme* de George Woodcock, *La science moderne* de Kropotkine, *La révolution inconnue* de Voline, une biographie de Kim-Chwa-Jin et des écrits de Lee-Jung-Kyu.

D'après Black Flag

DANEMARK LE CONGRÈS DE L'A.S.O.

L'ORGANISATION anarcho-syndicaliste danoise a tenu son congrès national les 15, 16 et 17 juin 84. Celui-ci a reçu un message de solidarité du comité national de la F.A.U. (Freie Arbeiter Union, section allemande de l'A.I.T.).

L'A.S.O. est aujourd'hui une petite organisation composée de 40 membres cotisants (plus 15 à 20 personnes qui sont adhérentes, mais qui ne cotisent pas vu leurs moyens financiers...). Etant donné sa faible force numérique, l'A.S.O. n'assume qu'un travail de propagande, en attendant d'atteindre son objectif qui vise à se comporter tel un syndicat.

Les divers participants se sont plus particulièrement penchés sur l'échange et la comparaison de leurs expériences syndicales respectives. L'A.S.O. s'attache actuellement à organiser ses membres en groupe d'opposition anarcho-syndicaliste aux seins des différents syndicats. Un groupe s'est déjà formé dans cette optique, avec l'espoir que d'autres suivront la même dynamique. La manifestation du 1^{er} Mai, à Copenhague, organisée par l'A.S.O. a permis à cette dernière de récolter un gain financier réinvesti dans l'achat de machines imprimantes et de matériel de propagande.

Extrait d'Anarken

« LE GENRE HUMAIN »

T RAQUER les préjugés où ils sont, même et surtout lorsqu'ils se manifestent au nom de la science. Saisir les grands débats qu'informe la rumeur publique, même et surtout lorsque celle-ci se dévoie "au nom de la science". Et nécessairement s'interroger alors sur le rôle et la fonction des sciences dans la société d'aujourd'hui. Tenter de comprendre également comment les réalités quotidiennes du politique et de l'alchimie sociale opèrent au cœur même des sciences soient-elles "exactes" et "strictes", ou "sciences humaines."

Voilà qui ne peut laisser indifférents les lecteurs du *Monde libertaire*, les libertaires en général et les anarchistes en particulier. Cette alléchante introduction préface la revue *Le genre humain* publiée avec le concours de : la Maison des sciences de l'homme, de l'École des hautes études en sciences sociales et du C.N.R.S. Parue en 1981, elle en est à son 10^e numéro. Dix numéros étonnants par la richesse des thèmes abordés (la science face au racisme, la vérité, la rumeur, les manipulations génétiques, l'intelligence, le masculin, Orwell et 1984, etc.) avec ampleur par des scientifiques de toutes disciplines, des écrivains, des poètes, des journalistes... Entre autres, Jean Bernard, François Jacob, Maurice Ollender, etc., mais aussi Nancy Huston et tout particulièrement Albert Jacquard (1).

Depuis le 6 juillet, ce généticien n'est plus un inconnu pour les auditeurs de Radio-Libertaire qui ont eu la chance, nous allions dire le "privilège", d'assister à la fois à un grand moment de radio et à un bouleversant témoignage scientifique de la validité des thèses libertaires. Thèses qui habitent la pensée humaine depuis plus d'un siècle. C'est pourquoi, il nous paraît important de toujours mieux clarifier le contenu de ces thèses, de les critiquer, donc en définitive de révéler le sens des mots. André Langaney, dans le numéro un du *Genre humain* : *La science face au racisme*, nous en donne une excellente occasion.

Le préjugé, à l'opposé de la science

Dans un article intitulé *L'autrisme*, André Langaney s'attache à nous faire découvrir les règles de présences et de codage des interactions entre individus qui semblent devoir être communes à celles de la plupart des mammifères. Ces règles les voici :

- on n'agresse pas un jeune ;
- un mâle n'agresse pas une femelle ;
- on n'agresse pas celui qui occupe une position supérieure ou clairement inférieure dans une « hiérarchie » ;
- on n'agresse pas habituellement celui que l'on reconnaît et avec lequel on cohabite depuis longtemps.

La règle n°3 l'amène inéluctablement à cette intéressante question : « L'établissement des systèmes hiérarchiques et du codage des relations de présence dans une culture humaine est-il un danger contre lequel il faut lutter ou bien est-il la seule solution mécaniquement possible pour éviter les agressions et compétitions permanentes dans une société humaine ? »

Langaney reconnaît d'emblée que « la réponse à une telle question dépend d'arguments beaucoup plus idéologiques que scientifiques ». Voilà qui est sage mais aussi ambigu, car il laisse à penser qu'un peu de scientifique par rapport à « beaucoup plus » d'idéologie se trouverait malgré tout dans les arguments qui orientent la réponse à sa question. Voici donc la réponse qu'il en donne après cette mise en garde relative : « Une réponse raisonnable semble devoir, avant tout, se tenir très loin des deux utopies, libertaire et totalitaire, qui l'une et l'autre, ont prouvé leur inaptitude à la gestion des sociétés humaines. Une culture libertaire qui refuserait les normes de comportement et de présence déboucherait inévitablement sur un retour aux conditions mécaniques et biologiques de l'agressivité ; il nous paraît évident qu'elle n'y résisterait pas... »

Sur quoi s'appuie Langaney pour affirmer cela ? Pas trop sur la science, puisqu'il admet lui-même la relative incompétence de la science en la matière. Langaney émet ainsi ce qu'on pourrait qualifier du nom d'opinion. L'opinion fait appel pour une part au raisonnement rationnel, ce qui pour l'homme de science est la moindre des choses, mais pour une autre part au « vécu », à l'affectif, à l'inconscient, aux représentations imaginaires de chaque personnalité.

En associant le mot libertaire avec « utopie », en plaçant l'idéologie libertaire au même rayon, ou plutôt au rayon d'en face : celui de l'utopie totalitaire, en écrasant sous le poids de l'histoire (puisque cette utopie se serait déjà fait juger par celle-ci), il fait de ce mot une utilisation que nous qualifierions de très personnelle. Rien qu'une approche subjective du mot suffit à déjouer cet amalgame. Ce qui est curieux avec le mot libertaire, c'est qu'on peut l'arranger, soit en le cajolant, soit en le malmenant, mais au fond il n'inspirera jamais la terreur à personne. Peut-être est-ce un signe ! Il permet même d'égayer d'autres mots tels que : socialisme ou communisme, de les épicer, voire même de les corser !

Le contrôle de la société

Quant au thème de réflexion abordé par Langaney nous le résumerons à cette question : « Comment la société humaine doit-elle contrôler et peut-elle contrôler les pulsions d'agressivité de ses membres ? »

Si la question se laisse facilement circonvenir, la réponse n'est pas simple. On peut évidemment se pencher avec le plus grand intérêt sur le comportement des mammifères et même sur celui des rats, comme le fait H. Laborit, et observer que ceux-ci se conforment à des règles. On peut aussi faire des parallèles avec le comportement des hommes et y trouver des ressemblances : les jeunes enfants dans le milieu d'une crèche par exemple. Mais là s'arrêtent les parallèles, car l'homme est doué d'une conscience réflexive grâce à laquelle il accumule des faits, des expériences qu'il transforme peu à peu en règles de vie, qu'il inscrit dans sa mémoire collective et dans sa culture. Cette mémoire, cette culture, devant en retour lui permettre de mieux appréhender, à chaque nouvelle génération, ses pulsions agressives, de les comprendre, donc de les dominer. Comprendre, dominer, ne veut pas dire résorber — chose impossible car en dernière analyse cela voudrait dire que l'homme nie sa matérialité même. Comprendre, dominer, veut dire vivre avec ses pulsions en connaissance de cause. Ce qui n'est déjà pas si simple.

Mais là où tout se complique, c'est que notre culture, nos institutions sociales tendent à figer les acquis du passé, que ceux-ci soient bons ou mauvais. Ce faisant, ses institutions paralysent les nouveaux acquis possibles et bloquent l'évolution. Jeter toute institution par dessus bord, serait « jeter le bébé avec l'eau du bain », car dans le même moment, nous savons que nous ne pouvons pas, non plus, nous en passer sous peine de barbarie. Comme on le voit sur le fond, nous rejoignons tout de même Langaney dans ses affirmations. Il nous a paru utile une fois de plus de rectifier : ce que peut être une société libertaire et ce qu'elle ne peut pas être.

Au-delà de la querelle des mots, la culture libertaire et ses théoriciens sont parmi ceux qui malgré leurs erreurs, ont le plus sûrement contribué à réunir les conditions favorables à l'existence d'une pensée moderne et progressiste, y compris celle de Langaney.

Les anarchistes et la science

Si donc, et pour nous résumer, la société libertaire devait être une société où serait absente toute résistance, où les désirs de tous s'accorderaient spontanément, une société qui découvrirait, formulerait et réaliserait sa volonté collective sans passer par des institutions, une société où ses institutions ne feraient jamais problème, si c'est de cela qu'il s'agit, il faut dire clairement avec Langaney que c'est là une réverie incohérente, un état irréel et irréalisable, une représentation mystificatrice.

Nous ne faisons là que paraphraser le vieux Proudhon qui, dans les *Principes fédératifs* affirmait : « Puisque les deux principes sur lesquels repose tout ordre social, l'autorité et la liberté d'un côté sont contraires l'un à l'autre et toujours en lutte, et que d'autre part ils ne peuvent s'exclure, ni se résoudre, une transaction entre les deux est inévitable. Quelque soit le système préféré, monarchique ou démocratique, commu-

niste ou anarchique, l'institution ne se soutiendra quelques temps qu'autant qu'elle aura su s'appuyer, dans une proportion plus ou moins considérable sur les données de son antagoniste ». Ceci ne veut pas dire non plus qu'il faille accepter et se cantonner dans le « raisonnable ».

Nous devons oser au-delà du possible. L'au-delà du possible aujourd'hui c'est « l'autocréation de la société par des individus qui se sont construits eux-mêmes ». Autrement dit : une société autonome réalisée par des individus possédant leur libre arbitre. Tel est le fond du projet révolutionnaire anarchiste.

Une société qui s'autocrée n'est pas une société sans contradictions. Quel que soit le développement des individus vers la possession de leur libre arbitre, l'individu ne pourra sans doute jamais se posséder entièrement ; Une part de lui-même restera à son insouciant. Quelle que soit donc l'autonomie des individus, quel que soit le progrès de la technique, quel que soit le niveau de l'abondance, aucun de ces facteurs ne supprimera les innombrables problèmes que pose constamment l'existence en société des hommes, ni donc la nécessité d'arrangements et de procédures qui permettent d'en débattre et de choisir. Ce que nous visons n'est pas d'occulter ces problèmes, mais la création d'une société, de types d'hommes et de femmes qui aient la capacité d'aborder ces problèmes collectivement et en connaissance de cause.

En un sens une société qui gardera toujours, comme principe inaliénable, ses distances vis-à-vis des institutions qu'elle aura créées, institutions provisoires, précaires, révocables et remplaçables par d'autres mieux adaptées. Nous renvoyons donc Langaney aux propositions libertaires du fédéralisme. Il se rendra compte lui-même qu'il s'agit d'un projet cohérent. Un projet qui accepte l'homme tel qu'il est dans sa nature profonde, mais qui prend également le « risque » que l'homme soit en capacité de se construire lui-même en tant qu'être autonome donc non asservi à ce que les sociétés passées avaient prévu pour lui comme comportements acquis et figés.

Nous savons qu'un tel homme peut exister, qu'il a dans son cerveau toutes les possibilités à s'autostructurer donc à échapper pour une part au déterminisme de sa nature. Cet homme est possible si la société lui en donne les moyens. A nous tous de construire les deux. Il s'agit donc pour l'heure de secouer l'ordre établi qui empêche un tel développement, d'enfoncer le plus grand nombre de coins possibles dans le granit qui le constitue et le faire éclater. Telle est la visée révolutionnaire, nous ne pouvons nous permettre d'attendre que la carresse du vent et de la pluie le désagrège ! C'est urgent !

Parmi ces « coins » la science n'est pas le plus négligeable. C'est pourquoi les anarchistes doivent participer à l'avènement d'une science débarrassée des falsifications dont certains scientifiques ou psychologues à la solde d'hommes de pouvoir sont responsables — à seule fin de semer l'erreur dans l'opinion publique. Nous voulons une science sortie du carcan de la pensée héritée. *Le genre humain* semble vouloir et c'est tant mieux apporter sa contribution à cette vision de « l'alchimie du social et du politique qui opère au cœur même de la science ».

Christian (Gr. Pierre-Besnard)
Phillipe (F.A. Coulommiers)

(1) « *Le genre humain* », éditions Complexe, diffusion P.U.F.



RADIO-LIBERTAIRE

EN 2 MOIS NOUS AVONS RÉUNI 27 776 F

Chers auditeurs,

Ainsi, pour atteindre notre objectif, il faut réunir 22 224 F. Possible ? Oui ! Si vous, auditeurs, désirez continuer à écouter votre radio. Ses finances, c'est vous !

Tourner un bouton, c'est simple. Mais pour que ce geste ne soit pas vain, il faut de l'argent. Chacun doit être conscient de l'effort fourni pour que Radio-Libertaire existe.

Radio-Libertaire, c'est satisfaire votre curiosité, vous informer, vous faire découvrir autre chose.

Ce sont environ 75 animateurs, techniciens bénévoles.

C'est, bien évidemment, le refus de la publicité. Alors pour que nous soyons tous satisfaits, auditeurs, par de bons programmes — sans spots publicitaires —, animateurs par de bonnes conditions de travail, il faut de l'argent.

Nous luttons depuis trois ans ; chaque anniversaire de Radio-Libertaire, c'est aussi la victoire de chacun de nos combats. Nous avons montré notre détermination, montrons aujourd'hui et demain que nous sommes capables de l'assumer ensemble.

La carte d'auditeur est toujours à votre disposition. Cent francs, 1 an, réductions. Ça, ce n'est pas nouveau ! En revanche, ce qui le sera dans très peu de temps, c'est un numéro de téléphone, 24 h sur 24. Vous aurez tous les lieux qui pratiquent des réductions sur une bande. Sympa ! Non ?

Et puis, ce qui sera sécurisant pour nous, ce sont les prélèvements automatiques.

Si vous le désirez, vous pouvez souscrire chaque mois une somme. Pour ceux qui en feront la demande, nous leur enverrons les imprimés nécessaires à cette opération.

Quels sont les avantages de ces prélèvements ? Pour vous, de ne pas oublier de souscrire et de vous en vouloir par la suite, et pour nous, de savoir de quelle somme nous disposons mensuellement. Vous le voyez, que des avantages ! N'hésitez pas.

Pour terminer, nous remercions ici tous ceux et toutes celles qui ont souscrit ces derniers mois à Radio-Libertaire, en particulier les amis de province, fort nombreux, ainsi que les auditeurs (trices) qui, spontanément, nous ont offert des postes téléphoniques, des tuners, des amplis, du bois, des plaques de liège, etc., pour notre nouveau studio.

Un grand merci tout particulier à Jean Bourbon qui a offert au premier acheteur de la carte d'auditeur, chaque jour, une invitation pour son spectacle au Lucernaire, durant tout le mois d'août.

Avec autant de générosité, nous devrions vaincre. Prouvons-le. Approvisionnons Radio-Libertaire (libellez vos chèques à l'ordre de D.M.C.).

A dans un mois, pour un autre bilan

Amicalement

Nelly

CINÉMA

LE « MYSTÈRE SYLKWOOD »

L est un film dont nous aurions dû parler dès sa sortie, avant les vacances. Réparons donc cette erreur ! Il n'est jamais trop tard pour vanter les mérites d'un film, surtout lorsqu'il s'agit du *Mystère Sylkwood*.

Si l'on voulait comptabiliser les kilomètres de pellicules traitant du problème de l'utilisation de l'énergie nucléaire, civile ou militaire, la page n'y suffirait pas. La plupart tombe dans le catastrophisme facile, d'autres dans la démagogie la plus criarde, d'autres encore dans des visions barbares ou idylliques, selon les choix, de l'après-guerre atomique.

Rien de tout cela dans le *Mystère Sylkwood*. La sobriété de la mise en scène, le réalisme des acteurs, le refus du spectaculaire, font sortir ce film des sentiers battus de ce genre de production. Ce film mêle adroitement les formidables dangers contenus dans l'indus-

trie nucléaire avec les angoissantes conditions de travail du personnel des usines atomiques.

Par une prise de conscience de ces dangers continuels, A. Sylkwood, employée d'une centrale nucléaire en arrive à être l'élément moteur de l'implantation d'une section syndicale à l'intérieur de cette centrale, et veut obliger la direction à négocier de véritables conditions de travail satisfaisantes et, d'une façon plus large, en arrive à remettre en cause le propre boulot des travailleurs de l'atome.

Affrontement avec le patron, décidé à casser le syndicat, incompréhension des collègues de travail, plus portés sur un syndicalisme d'augmentation de salaire que de qualité de la vie ; Sylkwood tombera, contaminée d'une manière criminelle, avant d'être liquidée dans un « accident » de la route, au moment où elle allait rencon-

« A HURLER LE SOIR AU FOND DES COLLÈGES »

De C. Duneton et F. Pagés

Cela fait un moment qu'on entend dire que le niveau du français est de plus en plus mauvais chez les élèves, « ils font plein de fautes », « ils ne savent plus écrire »... j'en passe et des meilleures. Les professeurs d'université accusent ceux des lycées, qui accusent les profs des collèges, qui disent que c'est la faute des instits, pendant que les parents cassent du sucre sur l'ensemble du « corps » enseignant dans son ensemble.

Cela fait longtemps qu'on entend ce discours, sous Platon déjà... Mais celui-ci a repris un certain essor depuis trois ans, peut-être en parallèle avec les bagarres entre écoles publiques et écoles privées. De plus, c'est devenu un « coup » des maisons d'édition, c'est Maschino qui dit que les enfants deviennent idiots, ce sont Despin et Bartholy, à la grande joie du P.C.I., qui veulent noyer le poisson dans le Perrier... On les voit à *Apostrophes* ! *L'Express*, en mal d'article, le 15 août, disserte sur le français qui n'est plus ce qu'il était, etc. « Ah ! mais où sont les neiges d'antan ? »

Heureusement, le bouquin de Claude Duneton et Frédéric Pagés, *A hurler le soir au fond des collèges* (1) est arrivé. Et ils disent qu'effectivement il y a une crise du français, ce n'est pas un mythe, mais les réponses ne sont pas commodes à trouver dès qu'on cherche à trouver autre chose qu'un bouc émissaire : il ne

s'agit pas de montrer son voisin du doigt — ce qui est extrêmement mal poli.

En fait, la crise, c'est celle de la « langue scolaire », si pauvre, si artificielle par rapport à la langue que l'on utilise chaque jour. Cette langue scolaire ne permet pas aux élèves d'acquiescer un langage, elle les bloque plutôt. « On n'a pas créé un professeur de langue française qui puisse enseigner la langue française à des enfants qui ne la connaissent pas, ou plus exactement, qui ne connaissent pas la même ! Car ils ont une langue, ils savent le français, seulement c'est un autre français... »

On oublie que le français est une langue et qu'elle évolue, avec les apports des autres langues, de la technique, d'un mode de vie, de la musique... Ce n'est pas quelque chose de figé. Pourtant, pour nous l'apprendre, on nomme des professeurs de lettres, garants du beau langage, celui qu'on écrivait jadis chez Racine, Montesquieu et consort.

La langue parlée, celle que nous avons au fond de nous-mêmes est douteuse et doit être rejetée au profit de tournures abstraites et prodigieusement ampoulées : scolaires. Un exemple : lorsqu'en téléphonant, le réseau est encombré, la voix des répondeurs automatiques des P.T.T. ne dit pas : « le réseau est encombré, rappelez donc un peu plus tard », ni même « veuillez rappeler plus tard », ce qui est du trop bon français bien simple. Non, la voix du répon-

neur, d'un ton de cérémonie funèbre dit : « Par suite d'encombrement du réseau, votre communication ne peut aboutir. Veuillez renouveler votre appel ultérieurement... ». Non mais, j'en ficherais, est-ce qu'on cause comme ça ? « Ce refus de la simplicité dans l'expression écrite ou administrative, qui contraste puissamment en France avec la verdeur, voire la grossièreté parfois, du parler, surprend tous ceux qui nous observent de l'extérieur. »

Duneton nous situe alors cette évolution qui fait qu'en France on a quasiment deux langues, celle qu'on a en nous et celle pour écrire. Avant la Révolution de 1789, qui parlait français ? Personne, hormis la bourgeoisie, la noblesse et le clergé. « On écrasa les langues populaires afin d'imposer sa langue et ses idées. » Ensuite, pour prendre un raccourci, l'école laïque et obligatoire vint niveler tout ça. Et aujourd'hui, dans les écoles, on nous apprend le français avec des livres « qui parlent comme E.T. », vides, tristes, où toute la dimension ludique de la langue, sous prétexte de pédagogie, a disparu.

Il ne s'agit pas pour Duneton et Pagés de rédiger un programme pour l'enseignement du français, que nenni, mais de remettre les choses à leur place. Le bouquin n'est pas rébarbatif, loin de là, il se lit tout seul. Moi, je l'ai lu en vacances, sur la plage, entre deux polars !

Jean-Pierre Levaray

« LES ESPÉRADOS »

De Yannick Blanc

JOURNALISTE à *Actuel*, Yannick Blanc s'est rendu célèbre en publiant des reportages choc qu'il réalisait en s'infiltrant dans divers milieux : dans la peau d'un mercenaire au Zimbabwe (ex Rhodésie), dans la peau d'un Noir immigré à Dreux, dans la peau d'un sympathisant du Front national dans cette même ville, etc. Dans son livre *Les Espérados*, il nous raconte la folle aventure des premières communautés à travers la vie de Pierre Conty, celui que la presse baptisa « le tueur fou de l'Ardèche ».

La lecture des *Espérados*(1) nous fait découvrir Pierrot Conty, et on ne peut qu'être fasciné par ce personnage, sa « folie », son autoritarisme, ses passions effrénées, son amour des armes... Pierre Conty apparaît comme un révolté qui veut changer les choses par tous les moyens, et on comprend mieux son itinéraire qui le mène de l'espoir de la vie marginale à la lutte armée contre le système. Yannick Blanc, dans son enquête, retrace le phénomène des communautés qui illustra l'après-Mai 68. Il fait ressortir les problèmes que rencontrèrent ces jeunes qui avaient tout plaqué pour vivre à la campagne : le manque d'expérience à travailler la terre, l'isolement, l'hostilité des paysans vis-à-vis de ces jeunes à cheveux longs, les conflits qui éclatèrent lors de l'instauration d'une vie collective allant jusqu'à nier la liberté individuelle (« la vie privée c'est bourgeois ») et qui aboutirent à l'éclatement de tant d'expériences communautaires, les problèmes politiques entre partisans du mouvement hippie et les partisans de l'affrontement direct et armé avec le système comme Pierre Conty...

Les Espérados est le roman d'une génération, celle des espoirs de Mai 68, de la volonté de changer de vie en se marginalisant. C'est l'histoire de ceux qui ont ressenti le besoin de changer radicalement leur quotidien, en rejetant les tabous et la morale hypocrite. C'est aussi l'histoire d'un homme qui, à force de se cogner la tête contre les murs, crut qu'on pouvait les abattre avec un peu de dynamite et quelques coups de fusil.

Aujourd'hui, condamné à mort, Pierre Conty a disparu. On l'a signalé un peu partout : en Italie, en Algérie, au Brésil, au Nicaragua, et bien sûr en Ardèche ; mais personne ne l'a jamais revu... Après avoir lu le livre de Yannick Blanc, on ne peut que souhaiter que ça dure !

Martine
Gr. LibertadPatrick
Gr. d'Angers(1) *Les Espérados* (« Histoire vraie », éditions Robert Laffont.

MITTERRAND LES HABITS NEUFS DU PRÉSIDENT

COMME c'était prévisible après le constat du désaveu électoral du 17 juin, les socialistes ont été mis dans l'obligation de réagir, et Mitterrand, après une période de silence l'a fait à sa manière en profitant de la période de l'été pour lancer une contre-offensive politique d'envergure et engager sa responsabilité devant le pays.

Les coups d'ailleurs n'ont pas manqué, à commencer par l'annonce du référendum sur le référendum, le changement de Premier ministre et le départ des communistes du gouvernement.

Certes, si personne n'a été dupe de la portée réelle de certaines initiatives, et notamment le projet du référendum qui relève de la plus pure logique politicienne afin de mettre l'opposition en contradiction avec elle-même, cela n'est pas la chose essentielle.

L'objectif avoué des socialistes à l'heure actuelle n'est pas de faire du social, ni même de s'inquiéter d'une situation économique compromise, mais de tout mettre en œuvre pour éviter leur défaite prévisible en 1986. Ainsi, pressé par tout le monde de choisir, Mitterrand vient de le faire en rompant résolument avec les dernières attaches qui le tenaient enchaîné à trois années de revers politique consécutives et à la plus importante d'entre toutes, l'alliance avec les communistes.

Si en 1980 les socialistes, en associant le P.C.F. à la gestion du pouvoir, ont réalisé un coup de maître qui coupait court à une éventuelle opposition de

gauche au gouvernement, depuis lors cette même participation devenait de plus en plus une charge qui grevait toute possible évolution ultérieure de la stratégie socialiste. De même, l'abandon pur et simple du projet de réforme de l'école privée s'inscrit lui aussi dans cette même volonté de débayer le terrain des questions conflictuelles afin de se garder les couloirs franches pour les alliances à venir et jeter les fondements d'une nouvelle majorité à caractère essentiellement présidentielle.

Manifestement les temps ne sont plus ni aux déclarations de principe et autres promesses de réforme structurelle ni non plus à la reconnaissance de devoir adapter l'outillage idéologique socialiste « aux dures réalités » de la gestion du régime capitaliste.

Le socialisme français fait peau neuve. Nous entrons maintenant dans une nouvelle phase de cette expérience débarrassée de son héritage idéologique traditionnel. En mettant délibérément l'accent sur la nécessité de réduire les impôts aussi bien que l'« étatisme » dans le domaine industriel, en parlant le langage de l'efficacité et de la modernisation économique, la nouvelle version que Mitterrand entend donner du socialisme est faite pour plaire aussi bien aux technocrates de gauche que de droite. Et le choix de M. Fabius, homme sans attache avec le parti et « socialiste de fraîche date », en dit long sur les intentions présidentielles. Ainsi, après avoir cassé le mouvement ouvrier par une politique réformiste de

façade, mené à bien les importantes restructurations industrielles sur le dos des travailleurs, voilà enfin les socialistes ouvertement engagés dans une course-poursuite avec les partis de droite, en vue de l'échéance de 86, à qui sera le meilleur gestionnaire du capitalisme.

Pourront-ils gagner ? Réussiront-ils à réunir une majorité mitterrandiste qui comprendrait des hommes venant de droite et de gauche comme ce fut le cas jadis pour De Gaulle ? Cela est sans doute une autre paire de manches, et les socialistes sont bien loin d'avoir gagné leur pari. Leur quête de crédibilité ne fait que commencer.

Quant aux intérêts des travailleurs dans toutes ces histoires politiques, il ne faut pas être devin pour comprendre qu'ils se trouvent ailleurs. Les habits nouveaux de Mitterrand restent bien sales.

Gr. de Paris XV*



Mitterrand : « J'ai les mains propres ! »

JEUX INTERDITS

PARMI les feuilletons de l'été, à côté des amours de Stéphanie et Anthony, on aura eu cette année la chance au surplus de suivre les vicissitudes du projet présidentiel à rebondissements et à épisodes du référendum sur le référendum. Il fallait bien quelque chose pour que Mitterrand puisse effacer la mauvaise impression laissée par les résultats catastrophiques des européennes. Qu'importe alors si ce projet dès le début boiteux ne semble devoir vivre que l'espace d'un été. L'initiative de Mitterrand n'aura pas moins atteint l'objectif qu'elle s'était fixée de faire diversion, mais en choisissant de faire réviser la constitution par le peuple sur une réforme concernant « les libertés publiques fondamentales », il n'en a pas moins remis sur le tapis un débat sur un type de consultations populaires qui est loin de faire l'unanimité dans les milieux politiques ou juridiques eux-mêmes. Arme à caractère bonapartiste, plébiscitaire, démagogique et de mystification populaire pour les uns ; moyen de démocratie directe permettant au peuple de s'exprimer sans intermédiaire pour les autres ; le référendum a toujours été une sorte de sujet tabou dans la vie politique française. En fait, il s'agit là de discours théorique puisque, compte tenu de son fonctionnement tel qu'il est prévu par les institutions de la V^e République, il ne peut être ni l'un ni l'autre et sa portée réelle reste bien réduite.

Voulu par De Gaulle, en dépit de vieilles réticences républicaines, l'initiative du référendum revient au Président, ce

qui court-circuite d'emblée toute chance et toute possibilité qu'une lame de fond populaire vienne troubler le jeu traditionnel des partis comme cela a été le cas, en Italie, pour l'avortement et le divorce. Quant au droit pour le Président de mettre en application cette procédure en l'absence d'une majorité du même signe à la chambre des députés et au Sénat — comme c'est le cas en ce moment — c'est une chose singulièrement problématique, ce qui limite considérablement son possible usage à caractère plébiscitaire.

De toute manière, pour nous anarchiste, les avantages ou les effets pervers de cette procédure pour le jeu parlementaire nous intéressent peu. Et si nous sommes contre, ce n'est pas parce qu'il s'agit là d'une procédure dangereuse à cause de la nature des questions qu'on peut poser au « peuple souverain ».

Pour nous, la pratique du référendum n'apparaît nullement comme un pas en avant vers une prise en main de leurs affaires par les intéressés eux-mêmes, mais comme un cas particulier du droit de vote en régime démocratique, avec tous les aspects de délégation et de légitimation du pouvoir que cela comporte. Les aspects de démocratie directe que la pratique référendaire implique sont inexistant. Toute démocratie ne peut être qu'indirecte puisqu'elle fait prévaloir par définition la volonté générale aux volontés particulières. Mais soyez certain qu'il s'agit là du moindre des soucis de Mitterrand.

Gaetano

« FLIC CONNECTION »

SCÉNARIO — FICTION DES POLICES FRANÇAISE ET ITALIENNE

LE 19 juillet 1984, Eclassan, petit village de l'Ardèche, voit passer trois touristes d'un genre un peu particulier. Ceux-ci pénètrent dans une maison et, giffant — sans doute en guise de bonjour — l'un de ses habitants, demandent à parler à M. Orazio Valastro.

Qui est Orazio Valastro ?

Orazio est un militant anarchiste de nationalité italienne. Son insoumission à l'armée lui vaut une première condamnation à six mois de prison. Durant sa détention, les autorités italiennes vont tenter de dénaturer son engagement en le présentant comme un criminel ou un « terroriste ».

Cette pratique, qui consiste à marginaliser et à criminaliser les opposants politiques (en R.F.A., en Espagne ou en Italie) se répand de plus en plus, notamment en France. Ces procédés ont abouti, entre autres, à l'arrestation des prétendus « terroristes » irlandais de Neully, et servent aujourd'hui de prétexte aux extraditions des réfugiés du Pays basque sud vers l'Espagne.

A sa libération, Orazio, qui risque toujours une incarcération pour le même motif d'insoumission, vient s'installer en France, dans le courant de l'été 1982.

S'installant à Lyon, il fonde avec d'autres camarades une association (loi 1901)

intitulée Publications révolte et liberté, qui vise essentiellement à faire connaître les écrits anarchistes italiens au mouvement libertaire français.

Trois cow-boys

Une fois en présence d'Orazio, l'un des trois hommes présente une carte de police, qu'Orazio n'aura pas le temps d'identifier, et l'informe qu'il mène une enquête visant à l'extrader. Prétendant l'aider, il lui propose une collaboration. En l'absence de commission rogatoire ou de mandat d'arrêt, Orazio refuse de discuter. Il est alors menacé et frappé. Les propriétaires de la maison tentent de s'interposer, les policiers enlèvent Orazio pour « lui faire faire un tour à la campagne ». Là, ils vont en venir au véritable but de leur visite : infiltrer certains milieux franco-italiens (Action directe et le C.O.L.P., Communistes organisés pour la libération du prolétariat). Ils lui demandent de s'établir à Paris, avec sa compagne, dès le mois de septembre 1984 : là, tous leurs frais seraient pris en charge ; pour bien lui faire comprendre qu'il n'a pas d'alternative, l'un d'eux lui braque un revolver sur le ventre, en proférant des menaces de mort à son encontre et à celle de sa compagne, en cas de non respect de ces directives. Puis, après l'avoir encore un peu bousculé, ils le ramènent à la gare avec un billet pour Lyon.

Une stratégie répressive

Le cas d'Orazio n'est pas isolé. Depuis plusieurs mois, la police se livre aux mêmes pratiques de chantage et d'intimidation auprès de réfugiés italiens. Depuis l'affaire de la rue Trudaine (Paris), elle essaie de faire passer pour « terroristes » certains milieux français et italiens, quitte à fabriquer de toutes pièces les éléments pouvant accréditer ses thèses.

C'est dans ce climat que la police suit Orazio dans sa collaboration au journal, *L'Entraide* — journal axé sur les problèmes de solidarité et de répression en France et ailleurs. Après six mois de vaines filatures, elle tente, par un chantage à la nationalité, de le contraindre à collaborer, avec l'espoir que, même en cas de refus, notre camarade soit suffisamment intimidé pour, sinon cesser toute activité militante, du moins se laisser isoler du reste du mouvement.

Casser le scénario

Non seulement Orazio n'a pas adopté l'attitude escomptée, mais il a réagi de manière appropriée :

• En alertant, dès son retour à Lyon, les militants libertaires locaux. Pour créer la solidarité, qui seule peut mettre en échec ce genre de pratiques policières, ils ont largement diffusé l'information, par voie de presse, de tracts, de radios

et mis au point la lettre-type suivante, à envoyer au ministre de l'Intérieur, monsieur Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, place Beauvau, 75008 Paris : « Monsieur Orazio Valastro, militant anarchiste italien, résidant en France, a été le 19 juillet 1984 à Eclassan, 07370 Sarras, agressé, dépouillé de ses papiers personnels et menacé de mort, par trois hommes se réclamant de vos services. Une plainte a été déposée auprès du procureur de la République de Privas. Nous vous demandons d'intervenir auprès de vos services concernés pour qu'Orazio et sa compagne puissent vivre décemment dans notre pays et que de tels agissements ne se reproduisent plus.

• En déposant une plainte au procureur de la République à Privas. Non pas dans l'espoir que « justice soit rendue », mais pour montrer le refus de l'intimidation et de la criminalisation.

Ce refus de la criminalisation ne peut être effectif qu'à la condition qu'une solidarité réelle s'exprime en faveur de chacune des victimes de la répression. Cette solidarité passe par une contre-information systématique et la rupture de l'isolement dans lequel se tiennent ses victimes.

Groupe F.A. de Lyon (1)

(1) Texte rédigé en collaboration avec le comité de soutien local par le groupe anarchiste fédéré lyonnais.